VINGT-SIXIÈME ANNÉE — N° 7596 32 PAGES ★ ★ ★ MARDI 17 JUIN 1969

LIRE PAGE

2 à 21. — L'élection présidentielle, **J. Lacouture, M. Denuzière, M. Legris, A. Laurens, A. Clément, H. Pierre.**
22. — La conférence des pays non alignés, **P. Yankovitch.** — Un « gouvernement clandestin » à Saigon, **J. Decornoy.** — Le congrès chrétien-social de Munich, **R. Delcour.**
23. — La musique, **J. Lonchampt.**
28. — Les sports, **F. Janin, J. Augendre.**
30. — Libres opinions : « A propos de la réforme du C.N.P.F. », **G. Matheron.**
32. — La mort du maréchal Alexander.

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IX'. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

0,50 F

Algérie, 0,50 DA; Maroc, 0,60 dir.; Tunisie, 50 m.; Allemagne, 0,70 DM; Autriche, 5 sch.; Belgique, 5 fr.; Danemark, 1,75 kr.; Espagne, 8 pes.; Gde-Bretagne, 1,3 sh.; Grèce, 8 dr.; Italie, 100 l.; Luxembourg, 5 fr.; Norvège, 1,50 kr.; Pays-Bas, 0,65 fl.; Portugal, 7,5 esc.; Suède, 1,25 kr.; Suisse, 0,50 fr.; USA, 50 cts; Yougoslavie, 3 din.

Tarif des abonnements page 11

C.C.P. PARIS N° 4207-23
TELEXPARIS N° 65572
Ad. télégr. : JOURMONDE-PARIS
Tél. : PRO. (770) 91-29

ÉLU AVEC 57,58 % DES SUFFRAGES EXPRIMÉS EN MÉTROPOLE

M. Georges Pompidou prendra vendredi ses fonctions de président de la République

30,94 % des électeurs se sont abstenus contre 21,80 % au premier tour
Un million de plus de bulletins blancs et nuls (4,5 %)

Elu président de la République, M. Georges Pompidou prendra officiellement ses fonctions vendredi à l'Elysée. C'est jeudi soir, en effet, que le Conseil constitutionnel proclamera les résultats de son élection.

Le nouveau chef de l'Etat recevra alors la démission du gouvernement Couve de Murville et nommera aussitôt le nouveau premier ministre, qui, croit-on, sera M. Jacques Chaban-Delmas. Celui entreprendra sur-le-champ de constituer son ministère, qui pourrait se présenter le mardi 24 juin devant l'Assemblée nationale. Les députés devront auparavant élire un nouveau président.

Le président de la République pourrait tenir à la fin de juin ou dans les tout premiers jours de juillet une conférence de presse.

C'est avec 57,58 % des suffrages exprimés en métropole, soit les voix de 37,17 % des électeurs inscrits, que M. Pompidou l'a emporté sur M. Poher, qui recueille donc 42,41 % des suffrages exprimés, soit 27,37 % des voix des inscrits. Il y a eu 30,94 % d'abstentions (contre 21,80 % au premier tour) et on a dénombré 4,50 % de bulletins blancs ou nuls par rapport aux inscrits (contre 1 % le 1er juin).

Le général de Gaulle a télégraphié d'Irlande ses « bien cordiales félicitations » à son successeur, qui a également reçu un télégramme de M. Poher, souhaitant que s'ouvre « une ère nouvelle de dialogue ». Dans sa première déclaration officielle, le président élu a promis d'exercer ses fonctions « dans l'intérêt et au nom de tous les Français, qu'ils aient voté pour moi, ou pour mon adversaire, ou qu'ils se soient abstenus ».

M. Alain Poher s'est déclaré satisfait d'avoir réuni huit millions de suffrages et s'est dit prêt à constituer, s'il en est besoin demain, « une force de recours », *la formation nouvelle qui devrait réunir, assure son comité national de soutien, tous ceux qui ont voté pour lui. Ses amis estiment qu'il* « n'a pas perdu la partie, car il a préparé l'avenir », *comme l'a dit M. Abelin, et ils s'accordent avec les partisans de M. Pompidou pour admettre que le nouveau chef de l'Etat est bien* « le président de tous les Français ».

Les communistes ne sont pas de cet avis et ils assurent que l'élu est « un président au rabais ». *Leurs consignes d'abstention ont été plus suivies dans les villes que dans les campagnes et paraissent avoir été respectées dans l'ensemble par 60 à 70 % de leurs électeurs. A noter qu'aucun incident, même dans les villes administrées par les communistes, notamment dans la banlieue parisienne, n'a été signalé.*

● A L'ETRANGER, *le succès partout attendu de M. Pompidou prive les réactions de leur spontanéité et parfois de leur intérêt ; outre les messages de félicitations qui commencent à affluer, dont celui de M. Nixon et un télégramme particulièrement chaleureux de M. Saragat, on relève le ton satisfait des capitales où, comme à Bruxelles, à Bonn et à Washington, on se félicite de la stabilité française et l'on renonce sans marquer de dépit aux espoirs mis parfois en M. Poher. La Grande-Bretagne entend juger le nouveau président sur son attitude à l'égard de sa candidature au Marché commun, pierre de touche de la sincérité de son désir d'*« ouverture » *européenne. En Union soviétique, l'agence Tass accuse le parti socialiste d'avoir interdit une candidature unique de la gauche et relève le* « large écho » *trouvé par la campagne communiste pour l'abstention. D'autre part, les Polonais semblent craindre que M. Pompidou ne se laisse séduire par les sirènes américaines. Belgrade estime que les choix fondamentaux du gaullisme seront maintenus.*

A Ottawa et à Tel-Aviv, capitales où la politique du général de Gaulle avait soulevé de violentes réactions, on estime que son successeur usera d'un style moins brutal. Le Canada espère, en outre, que M. Pompidou s'intéressera davantage aux aspects économiques de la coopération entre la France et le Québec. Dans les capitales d'Afrique francophone, la satisfaction est à la mesure des craintes éprouvées quant à la poursuite des rapports privilégiés avec Paris. Nulle part les capacités d'homme d'Etat de M. Pompidou ne sont mises en doute, mais on lui promet des difficultés économiques et financières.

L'examen des résultats détaillés de la consultation en métropole conduit à formuler un certain nombre de remarques :

1) *M. Georges Pompidou obtient un meilleur pourcentage des suffrages exprimés (57,58 %) que le général de Gaulle au second tour de l'élection présidentielle de 1965 (54,49 %), mais une moindre proportion des voix des électeurs inscrits (37,17 % contre 44,77 %).* En effet, il recueille près de deux millions de voix de moins que son prédécesseur, qui n'avait pas, il est vrai, de candidat centriste contre lui au second tour.

Par rapport au premier tour, le président élu progresse, en pourcentage des suffrages exprimés, de 13,6 points, mais il ne gagne en fait qu'à peine un million de voix. C'est, bien entendu, l'augmentation des abstentions qui explique cette double évolution. Il bénéficiait du désistement d'un seul de ses adversaires, M. Ducatel, qui n'avait trouvé que 284 000 partisans. Le gain de suffrages qu'il enregistre ne peut donc venir que de transferts variés.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 3, 1re col.)

Les résultats complets de la métropole

	15 JUIN 1969		1er JUIN 1969		19 DECEMBRE 1965	
Inscrits	28 747 988		28 775 876		28 223 198	
Votants	19 851 728		22 500 644		23 862 653	
Abstentions	8 896 260	(30,94 %)	6 275 232	(21,80 %)	4 360 545	(15,45 %)
Blancs ou nuls	1 294 629	(4,50 %)	289 922	(1 %)	665 141	(2,35 %)
Suffrages exprimés	18 557 099	(64,55 %)	22 210 722	(77,18 %)	23 197 512	(82,19 %)

	Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.	Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.	Voix obtenues	% suf. ex.	% ins.
							De Gaulle		
MM. G. POMPIDOU	10 686 498	57,58	37,17	9 763 428	43,95	33,92	12 643 527	54,50	44,79
							Mitterrand		
A. POHER	7 870 601	42,41	27,37	5 202 271	23,42	18,07	10 553 985	45,49	37,39
DUCLOS	—	—	—	4 781 838	21,52	16,61	—	—	—
DEFFERRE	—	—	—	1 128 049	5,07	3,92	—	—	—
ROCARD	—	—	—	814 053	3,66	2,82	—	—	—
DUCATEL	—	—	—	284 820	1,28	0,98	—	—	—
KRIVINE	—	—	—	236 263	1,06	0,82	—	—	—

La première déclaration du président élu

« Une consécration de la réforme de 1962 »

Voici le texte de la déclaration qu'a faite M. Georges Pompidou, dimanche soir, vers 22 h. 30, devant les journalistes au siège de sa permanence électorale, boulevard de Latour-Maubourg :

« *Voici moins de sept années que le peuple français décidait par référendum de choisir désormais le président de la République directement au suffrage universel.*

» *Le scrutin d'aujourd'hui me paraît d'abord constituer une consolidation, et je dirai même une consécration, de cette grande réforme que nous devons, comme beaucoup d'autres, au général de Gaulle, et grâce à laquelle est conciliée la nécessaire autorité avec le libre exercice de la démocratie.*

» *En ce sens, cette journée du 15 juin est une victoire de la Ve République.*

» *Au moment où je parle, nous ne connaissons pas encore les résultats définitifs, mais, d'ores et déjà, on peut affirmer qu'une large majorité de suffrages s'est portée sur mon nom.*

» *Je me dois donc de remercier toutes celles et tous ceux qui m'ont apporté si largement leur concours pendant la campagne, toutes celles et tous ceux qui, aujourd'hui, m'ont donné leur voix et, avec leurs voix, leur confiance. Cette confiance, elle m'honore et elle m'engage.*

» *Mais il va de soi qu'à partir du moment où je serai élu président de la République, j'exercerai mes fonctions dans l'intérêt et au nom de tous les Français et de toutes les Françaises, qu'ils aient aujourd'hui voté pour moi ou pour mon concurrent, ou qu'ils se soient abstenus.*

» *Dois-je ajouter que cette journée, si elle est importante pour la France, est émouvante pour moi. Françaises et Français, je vous demande que, tous ensemble, nous unissions nos efforts pour que vive la République et que vive la France.* »

LES FÉLICITATIONS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Le général de Gaulle a adressé, dimanche peu après 23 heures, à M. Georges Pompidou le message suivant :

« *Pour toutes raisons nationales et personnelles, je vous adresse mes cordiales félicitations.* » Signé : Charles de Gaulle.

APRÈS LA BATAILLE

PAR SIRIUS

POUR quiconque entend ne pas s'exclure de la communauté nationale, la décision du peuple français d'élire M. Georges Pompidou à la présidence de la République a force de loi. L'élu — faut-il dire l'heureux élu ? — cesse d'être l'homme d'une formation politique pour devenir, suivant la formule adoptée par les deux candidats au cours de leur campagne, « le président de tous les Français ».

Les états-majors des partis et les experts en science politique vont maintenant tirer les leçons du scrutin, peser le nombre et la nature des votes et des abstentions, analyser leur signification. Sans doute parce qu'il était trop évident, un premier fait semble n'avoir pas été assez mis en relief. La bataille, plutôt molle jusqu'au premier tour de scrutin et ensuite chaque jour plus acharnée, n'a donné lieu à aucun de ces incidents graves qu'entraîne parfois en période électorale le déchaînement des passions politiques. Des promesses, voire des engagements souvent entachés de démagogie, ont certes été prodigués, des horions çà et là échangés, mais quelques coups bas se sont aussitôt retournés contre leurs auteurs. Sagesse des Français ? Influence croissante des débats radiophoniques ou télévisés, des prises de position dans la presse, des sondages ? Lassitude après de si fréquents retours aux urnes ? Les dangereux affrontements que pouvait faire craindre le départ brusqué du général de Gaulle ne se sont en tout cas pas produits. Que le camp gaulliste se soit senti suffisamment assuré de sa victoire, que le camp communiste soit réellement convaincu, comme ses chefs l'ont maintes fois proclamé depuis peu, que la révolution ne peut désormais triompher en France que par des voies démocratiques, l'important est que la consultation se soit poursuivie dans le calme. De part et d'autre, les troupes de choc ont été tenues en main.

* * *

Quel peut être maintenant le jeu des diverses formations politiques ? Aucune d'elles n'échappe à l'ambiguïté et parfois à la confusion. La majorité parlementaire appelée à soutenir le gouvernement que nommera M. Pompidou sera un peu plus écrasante encore que la précédente. Toutefois, les « ralliés » ou « alliés » venus du centre vont avoir, il faut l'espérer, leurs exigences, les indépendants de M. Giscard d'Estaing auront sans doute tendance à accroître les leurs, et il faudra selon toute vraisemblance compter plus qu'hier avec les « gaullistes de gauche » et à l'occasion avec le général de Gaulle lui-même.

Tout au long de sa campagne, M. Pompidou n'a pu se dégager nettement d'une situation équivoque. Il ne pouvait sans indigner l'électorat gaulliste se montrer trop réservé à l'égard de l'homme et de la politique qu'il avait servis pendant vingt-cinq ans. Il ne pouvait davantage dresser, comme l'eût voulu M. Michelet, cette « citadelle de la fidélité » dans laquelle il eût été étroitement prisonnier.

Sans exclure une certaine continuité, le vote du 27 avril impliquait aussi et surtout le changement. C'est d'abord aux plus graves injustices sociales qu'il faut remédier tout en posant les bases d'une saine expansion économique plus soucieuse d'efficacité que de prestige. C'est décider que l'information sera au service de l'intérêt général et non l'instrument privilégié de la propagande officielle, que les pouvoirs législatif et judiciaire s'exerceront sans contrainte dans le cadre des lois constitutionnelles, et si possible, un jour pas trop éloigné, sous le contrôle effectif d'une Cour suprême dotée des compétences appropriées. C'est aussi poursuivre obstinément l'édification d'une Europe d'autant plus apte à servir la paix et aider les déshérités du « tiers monde » que, sans chercher querelle aux empires, elle échappera à leur vassalisation. C'est enfin comprendre le sens profond de certaines révoltes de la jeunesse (révoltes qui ne sont d'ailleurs pas propres à la France) et faire en sorte que, dans tous les domaines, les hommes et les femmes de ce pays acceptent d'autant mieux les disciplines du citoyen qu'ils auront moins à craindre d'être traités en sujets.

M. Pompidou veut-il et, s'il le veut, peut-il être l'artisan de cette politique ? Son intelligence, son habileté, ne sont guère discutées, mais comment allier avec bonheur, dans une situation aussi difficile, le libéralisme et la fermeté dont il s'est flatté au cours de la campagne ? Les Français — et ceux dans le monde qui attendent beaucoup de la France — jugeront sur actes.

* * *

S'il est heureux que le parti qui se réclame du gaullisme ne soit plus aussi monolithique, aussi passivement soumis à la volonté d'un homme, le centre et la gauche libérale laissent l'impression d'un puzzle de circonstance aux morceaux mal et provisoirement ajustés. Puisqu'il manquait dès le premier tour au tandem Defferre-Mendès la moitié et à M. Poher plus du quart des voix qu'ils pouvaient escompter, puisque sans les candidatures Rocard et Krivine M. Jacques Duclos avait de sérieuses chances de devancer le concurrent centriste qu'il talonnait de près, la question pouvait se poser de savoir s'il ne valait pas mieux obliger les Français à prendre conscience de cette troublante réalité et à opter pour ou contre un communisme dont ils devaient bien se douter que le jovial M. Duclos le parait de fallacieux coloris.

Parmi les animateurs de la campagne de M. Poher, plusieurs et non des moindres inclinaient vers cette solution. « Breton têtu », M. Poher, conformément à son analyse de la situation politique et à l'idée qu'il se faisait de son devoir national, refusa de les entendre et préféra poursuivre la lutte. On vit alors les centristes des deux bords se poser fièrement comme le « fer de lance » du combat.

Tout romantisme du « point d'honneur » mis à part, la persévérance de M. Poher n'est pas restée sans fruits. Elle a permis notamment de mettre en lumière, avec moins de violence verbale que ne l'auraient fait les communistes, mais beaucoup plus de crédibilité, les carences ou les abus du règne précédent. Au second tour de scrutin, elle lui a finalement valu le suffrage de bon nombre de ceux qui n'étaient pas sûrs de ses qualités d'homme d'Etat, mais estimaient préférable que M. Pompidou ne se fît pas au départ trop d'illusions sur l'étendue de la confiance qui lui était accordée.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

La vache et la colombe

En voilà donc pour sept ans. On ne manquera pas d'évoquer les sept vaches de Pharaon qui sont tantôt maigres, tantôt grasses, selon l'heur ou le malheur des temps.

Mais pourquoi toujours des vaches ? Ce goût du bovidé rappelle fâcheusement la France qui vacharde et les Français qu'on accuse d'être des veaux. La galère dulcipompienne où pour sept ans nous sommes embarqués n'est pas un transport de bétail.

Tout au plus est-ce une arche de Noé, et s'il faut un animal biblique, autant prendre l'oiseau de l'espoir. Le septennat de M. Pompidou sera-t-il celui des sept colombes grasses ou celui des sept pigeons maigres ?

ROBERT ESCARPIT.

PUF
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

L'ANNÉE POLITIQUE
ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET DIPLOMATIQUE EN FRANCE. 1968
publiée sous la direction d'E. Bonnefous, J.-B. Duroselle et P. Gerbet

Le film des évènements qui ont secoué le pays.

LE DEUXIÈME TOUR

M. GEORGES POMPIDOU OU L'ART DE RÉUSSIR

Par JEAN LACOUTURE

Considérons-le avec attention, ce président que viennent de se donner les Français, le premier qu'ils aient élu vraiment selon cette procédure, si l'on admet qu'en 1848 Louis-Napoléon et en 1965 Charles de Gaulle obtinrent plutôt la ratification d'une « légitimité » d'essence différente. Mais en 1848, le président n'était élu que pour quatre ans, et non rééligible. Nos législateurs de 1962 ont été moins prudents. Sept ans d'un mandat renouvelable, c'est long.

De l'homme qui entre à l'Elysée va dépendre pour beaucoup notre vie publique, et peut-être davantage. Depuis sept ans, il a pris une part très active à la décision politique sans que l'on sache à coup sûr s'il est plutôt l'homme des « pouvoirs spéciaux » ou l'habile négociateur de Grenelle. Depuis six semaines, il n'est pas de jour qu'il ne nous parle, nous presse, nous adresse, à travers l'écran, promesses et sommations. Et si grand soit l'art qu'il met à voiler tout ce qui n'est pas son personnage officiel, il faut bien tenter de lire en lui ce qu'un demi-siècle de vie, sept ans de pouvoir et un mois de campagne nous font présager.

Il nous fait face sur nos écrans, sur les murs de nos villes. Partout. Regardons-le. Un œil plus ouvert que l'autre, souvent plissé par la fumée, l'ironie ou l'attention, l'un plus bleu, l'autre plus gris ; le regard, sous les sourcils charbonneux, taillis pour une guérilla permanente, semble fait pour le guet, l'attente et la parade. L'ironie peut s'y inscrire, ou la gaieté. Mais nul ne remet mieux en mémoire ce proverbe persan : « Prends garde à l'homme dont le visage ne s'éclaire pas dans le sourire. » Regard de sentinelle ou d'examinateur, de conseil d'administration et de contre-expertise. Regard tapi, pétri d'attention désinvolte et de repli furtif — et qui fera peut-être regretter les flottements glauques de l'hôte précédent de l'Elysée.

Le Midi l'emporte...

Le bas du visage est tout autre. Dessiné pour la facilité, le goût de vivre, l'hédonisme d'un épicurien du siècle de Louis XV qui aurait fait sa vie entre le Parlement de Bordeaux et l'Académie des jeux floraux de Toulouse et dont les séjours à Paris n'auraient pas eu seulement pour objet des entretiens avec d'Alembert. Avec, par le haut, l'aptitude à guetter et, par en bas, l'appétit de vivre, voilà un visage qui n'en dit peut-être pas long sur une politique, mais beaucoup sur un personnage.

Du général de Gaulle, les historiens et les sociologues disent parfois qu'il est peu représentatif du peuple qu'il semblait avoir rencontré comme jadis ces princes appelés par les hasards des alliances et des mariages à gouverner les royaumes. Le plus illustre des Français est aussi le plus singulier. De Georges Pompidou, on ne saurait dire autant. Sur ses traits, dans son parler et son comportement s'inscrivent tant de traditions et de coutumes qu'on le croirait dessiné par l'illustrateur d'une encyclopédie française. Moins généreux que son prédécesseur pour l'historien des idées, mais plus riche, à coup sûr, pour le sociologue et l'historien des mœurs. Qu'on agrémente ce visage d'une perruque poudrée, de favoris, d'une courte barbe, on retrouve un moment de la vie publique un monument de la vie publique française, compagnons du Vert-Galant, fermiers généraux du Languedoc, parlementaires louis-philippards, familiers de M. Thiers, ministres de Napoléon III, républicains à poigne dans le style de Constans.

Dans tout cela, bien sûr, le Midi l'emporte — au point qu'au sud de la Loire, l'avènement du député du Cantal serait présenté, pour un peu, comme la grande revanche des Cathares sur les barons du Nord. Depuis la fin de la république radicale, les Méridionaux s'étiolaient si loin du pouvoir : Pétain et de Gaulle, Pleven et Schuman, Mollet et Pflimlin, Laniel et Bidault, tous venaient d'au-delà de la frontière des tuiles romaines et du droit écrit.

L'élu du 15 juin a, dans l'accent que voile le velours sombre de la voix de gorge, des sonorités qui ne trompent pas, une façon de dire « rose » et « côte » que vingt ans de Conseil d'Etat, de banque, de cabinet ministériel, de Matignon et d'Elysée n'effaceront pas. Dans les intonations cuivrées, dans le phrasé de baryton, dans une certaine façon de porter les effets, de draper les péroraisons, il y a une odeur de garbure et de piperade, de vin de Cahors et d'Armagnac.

Observons en outre que ce Midi-là n'est pas tout à fait celui de Gaston Doumergue et de Vincent Auriol : le Cantal parle en rocaille chantante ; mais la tradition des politiciens auvergnats n'est pas, en France, celle de la bienveillance. Sans se laisser entraîner à d'imprudents parallèles, on peut rappeler que c'est de par là que vinrent les personnages les plus sigificatifs des deux derniers régimes autoritaires qu'a connus la France, Eugène Rouher et Pierre Laval.

Balzac ou Jules Romains ?

Un homme, pourtant, n'est pas ce que révèle malgré lui son visage, ni ce que font croire ses origines ni ce que donne à rêver son accent ou le son de sa voix. Il est ce qu'il fait. Et c'est là ce qui nous intéresse chez Georges Pompidou. Un président peut être fort différent de ce qu'il fut, candidat ou même premier ministre. Les « grâces d'état », ce phénomène de « potestatisation » de la personne, peuvent jouer dès lors qu'il est investi du pouvoir suprême, et notamment chez cet homme public qui « s'est fait sous nos yeux ». Mais le parcours qu'il a accompli vers le sommet, et la façon dont il l'a accompli, les moyens qu'il a choisis, les alliés qu'il a voulus, les appuis qu'il a obtenus, doivent nous en dire long.

Comment un homme devient-il chef de l'Etat, président effectif, représentant de cinquante millions de Français ? Que faut-il pour suivre cette route et s'élever si haut ? Le précédent de Georges Pompidou ne servira pas tout à fait de leçon. Car autant la première partie de cette carrière est exemplaire, chaudement conforme aux traités de morale républicaine, autant la seconde partie emprunte à la littérature de l'improbable, aux hasards de la route et à la faveur d'un grand homme. Parti comme du temps de Jules Grévy, il parvient comme du temps du Roi Soleil.

Au départ, nous sommes en pleine imagerie d'Epinal, et de bonne qualité. Une famille de paysans auvergnats, un père et une mère instituteurs — lui grand blessé de guerre, — des études qui vont d'un premier prix au Concours général à l'entrée à l'Ecole normale et à l'agrégation de lettres. Professeur à Saint-Charles de Marseille, puis à Louis-le-Grand. Voilà comment, sous la III^e^ République, naissait un ministre, voire un président.

Décrivant la carrière de Georges Pompidou, on a parlé de Balzac (et M. Louis Vallon, que l'indulgence n'aveugle pas, de César Birotteau). Mais Balzac ne rend pas compte de cet univers des khâgnes et d'un « mérite » qui s'acquiert à coup de diplômes et déborde de certitudes sociales. C'est plutôt du côté de Jules Romains qu'il faut regarder. Jallez ou Jerphanion ? Qu'importe. C'est là le climat, celui de carrières heureuses au carrefour de l'Université, des beaux-arts et du pouvoir.

Mais cela suppose, au temps des « Copains » comme au nôtre, une certaine ambition et quelque goût pour, la vie politique. Rien de tel n'apparaît chez Georges Pompidou jusqu'en 1944, sinon quelque inclination pour un socialisme qu'il tient de Robert Verdier et qu'il infuse à Léopold Senghor, son compagnon d'école. On lui voit aussi, pendant la guerre, un penchant raisonnable à écouter la radio de Londres. C'est son métier alors qui l'intéresse, le professorat, la littérature. Mais pas au point de le pousser à rédiger vraiment sa thèse sur Barbey d'Aurevilly, pas au point de faire en lui, de la poésie, une rivale tenace de la vie d'abord, et ensuite des grands emplois.

Pensons à ce que fut et resta la littérature pour des hommes comme Edouard Herriot et Louis Barthou. Chez Georges Pompidou, homme public, elle semble avoir pris peu à peu la forme d'une nostalgie discrète ; il lui est arrivé d'en traiter à la fin d'avril à l'attention du public des Comédiens-Français : « On confond volontiers la politique avec le réalisme quand ce n'est pas avec la bassesse, cependant que la poésie paraît du domaine du rêve et en tout cas de l'idéal. D'ailleurs, les poètes qui se sont risqués dans la politique y ont rarement réussi, que ce soit Lamartine ou même Hugo, ou encore Chateaubriand. Les uns comme les autres ont été condamnés très vite à se trouver dans l'opposition, ce qui, en politique, est le signe de l'échec. » Qui a « réussi », de ces faiseurs d'espoir ou de tant de chefs d'Etat ?

Bref, Georges Pompidou est saisi par la politique ce jour de septembre 1944 où un membre de cabinet du général de Gaulle cherche « un agrégé sachant écrire ». Entrer dans la vie publique par la voie d'un cabinet ministériel, pourquoi pas ? Ce fut le destin de Georges Mandel qui, avant d'être le seul député du Médoc qui affirma n'avoir jamais bu une goutte de vin, avait été l'inamovible chef de cabinet de Clemenceau. Mais qui aurait jamais pensé à lui confier le moindre sous-secrétariat d'Etat avant qu'il fût élu par une fraction quelconque du peuple français ? Qui aurait osé ? Pas même Clemenceau, dont on ne peut pas dire qu'il fut un dévôt en matière de formalisme démocratique.

La clé d'une carrière

Pour Georges Pompidou, les choses allèrent autrement. Six mois à la direction du cabinet du général de Gaulle, président du Conseil, deux missions auprès du F.L.N. algérien en Suisse, un portefeuille des finances refusé — et le voilà premier ministre. Mais ce n'est rien encore. Il n'est pas plutôt renversé par l'Assemblée qu'il se retrouve derechef premier. Ni Louvois, ni Polignac, ni le comte Molé n'ont connu plus foudroyante fortune. Dès lors, le pli est pris. Et quand la faveur du grand homme se retire de lui, il trouve, pour le ressusciter, la faveur populaire. Le chef d'un des plus durables gouvernements que la France ait connus voit, à la fin de mai 1968, s'achever son consulat dans l'abaissement de l'Etat. Qu'importe : les élections qui suivent lui valent le plus grand triomphe électoral remporté dans ce pays par un chef de parti, la majorité dont ont rêvé tous les leaders républicains.

Faut-il voir là une clé de cette carrière que le mérite, si éclatant qu'il fût, ne suffit pas à expliquer tout à fait ? Napoléon assurait qu'il ne voulait pour maréchaux que des hommes heureux. Est-ce cela qui a dirigé sur Georges Pompidou le regard de Charles de Gaulle, avant celui des électeurs français ? Est-ce cette aptitude à l'emporter « sans vraiment se fatiguer », pour reprendre le titre d'une comédie musicale que le général aurait peu goûtée ? Peut-être faut-il voir dans le nouveau chef de l'Etat un symbole, une enseigne, celle de l'art de réussir. Rien qu'à le regarder, des millions de Français se croient déjà ministres. On voit bien là ce qui a séduit les électeurs. Mais le général ?

De quelque façon qu'elle évolue, cette alliance entre deux des hommes les plus différents qu'ait produits depuis longtemps la société politique française restera l'une des énigmes de ce temps. « Napoléon et Berthier » dit André Malraux. C'est faire peu de cas de la vigoureuse personnalité de Georges Pompidou que de l'assimiler à celle, plutôt falote, du prince de Neuchâtel. Au surplus, on ne voit pas que l'empereur ait choisi pour dauphin son chef d'état-major. A vrai dire, le problème consiste plutôt à rechercher en quoi le gaullisme inspirera encore le régime qui s'ouvre aujourd'hui.

De vrais gaullistes comme Edmond Michelet et Maurice Schumann se portent garants de la continuité. « Pompidou ? Une citadelle de la fidélité », assure l'ancien garde des sceaux, paraphrasant Péguy. (Une citadelle d'où l'on tenta, vers Rome et Genève, d'audacieuses sorties.) D'autres ont découvert dans le regard bleu du nouveau chef de l'Etat, la noire flamme d'une passion pour l'Etat et la nation que nul ne saurait manquer d'éprouver, ayant travaillé si longtemps dans l'ombre de Charles de Gaulle. D'autres encore, en cette année du bicentenaire, volent derrière Bonaparte percer un consulat musclé.

Revenons à André Malraux, bonne référence pour ce qui touche à Charles de Gaulle aussi bien qu'à Georges Pompidou. « La V^e^ République, ce n'est pas la IV^e^, plus le général de Gaulle. » La question se pose de savoir si elle sera désormais la III^e^, plus la IV^e^, plus M. Pompidou. Ce ne serait pas une des moindres originalités du gaullisme que de s'accomplir en un homme dont le style évoque assez peu celui des compagnons de Londres et de Koutra. Cette confrérie, qui n'était qu'audaces et surprises, à l'image du personnage singulier qui lui donna vie, la voilà assumée par un homme en qui confluent près d'un siècle de courants de la vie publique française, le radicalisme méridional, les amitiés normaliennes, les interférences entre la banque et la politique. Retour au quotidien ?

Marx assurait que l'histoire ne se recommence que sous forme de comédie. On ne le prendra pas ici pour référence. Mais ce serait, pour un professeur de lettres, un beau sujet de dissertation à donner aux candidats bacheliers que celui-ci : refaites la Chanson de Roland dans le style du Roman de Renart.

Le dix-neuvième président de la République française

...et l'un des six de moins de 60 ans

M. Georges Pompidou est le dix-neuvième président de la République française. Il succède, en effet :

— au général de Gaulle, qui a présidé la V^e^ République du 8 janvier 1959 au 28 avril dernier, date à laquelle il a annoncé qu'il cessait d'exercer ses fonctions ;

— aux deux présidents de la IV^e^ ;

— aux quatorze présidents de la III^e^ ;

— plus lointainement, au seul président qu'ait eu la II^e^, Louis-Napoléon Bonaparte, le futur Napoléon III.

Aucun des présidents ayant sollicité et obtenu un deuxième mandat n'a achevé son second septennat : Jules Grévy, qui donna sa démission à la suite du scandale auquel était mêlé son gendre, M. Wilson ; Albert Lebrun, dont la seconde présidence se trouva en fait interrompue par le vote du 10 juillet 1940 ; le général de Gaulle, « démissionnaire » le 28 avril 1969.

L'élection de M. Pompidou porte à six le nombre des présidents de moins de soixante ans : il aura cinquante-huit ans le 5 juillet prochain. Treize des dix-huit présidents avaient, lors de leur élection, dépassé la soixantaine, les doyens étant, avec soixante-quatorze ans, Adolphe Thiers et Paul Doumer. Avec quarante ans, Louis-Napoléon Bonaparte est le benjamin des « jeunes » ; Jean Casimir-Périer et Sadi Carnot le suivent d'assez loin.

Voici d'ailleurs la liste de ces chefs d'Etat, avec l'indication de l'âge qu'ils avaient à leur avènement et celle de la durée pendant laquelle ils ont exercé la magistrature suprême :

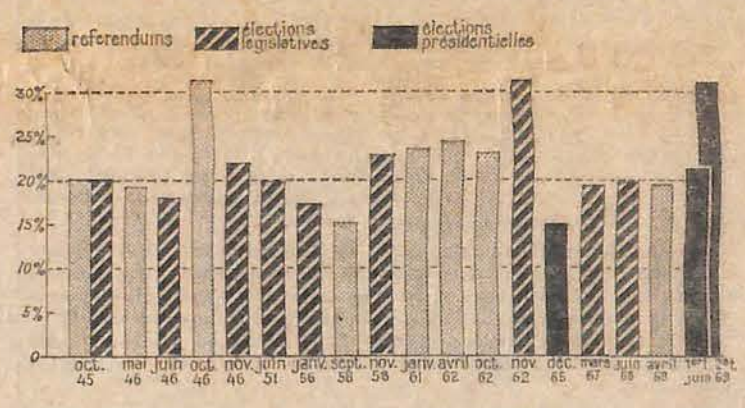
II^e^ REPUBLIQUE. — Louis-Napoléon Bonaparte (40 ans) : 10 décembre 1848-2 décembre 1851.

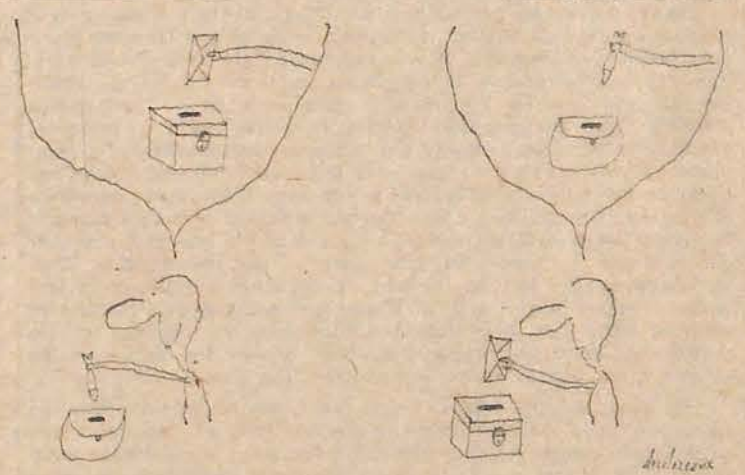
III^e^ REPUBLIQUE. — Adolphe Thiers (74 ans) : 31 août 1871-24 mai 1873 ;
Maréchal Patrice de Mac-Mahon (65 ans) : 24 mai 1873-30 janvier 1879 ;
Jules Grévy (72 ans) : 30 janvier 1879-2 décembre 1885 ; et 18 décembre 1885-2 décembre 1887 ;
Sadi Carnot (50 ans) : 3 décembre 1887-25 juin 1894 ;
Jean Casimir-Périer (47 ans) : 25 juin 1894-15 janvier 1895 ;
Félix Faure (54 ans) : 17 janvier 1895-16 février 1899 ;
Emile Loubet (61 ans) : 18 février 1899-18 février 1906 ;
Armand Fallières (65 ans) : 18 février 1906-18 février 1913 ;
Raymond Poincaré (53 ans) : 18 février 1913-18 février 1920 ;
Paul Deschanel (65 ans) : 18 février-21 septembre 1920 ;
Alexandre Millerand (61 ans) : 23 septembre 1920-11 juin 1924 ;
Gaston Doumergue (61 ans) : 13 juin 1924-13 juin 1931 ;
Paul Doumer (74 ans) : 13 juin 1931-7 mai 1932 ;
Albert Lebrun (61 ans) : 10 mai 1932-10 mai 1939 et 10 mai 1939-10 juillet 1940.

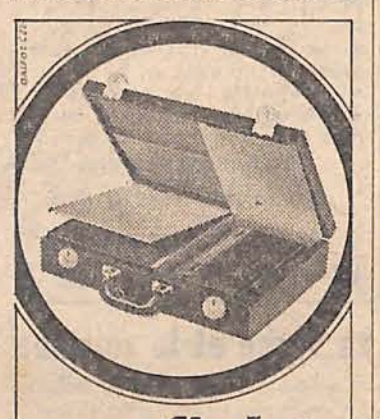
IV^e^ REPUBLIQUE. — Vincent Auriol (63 ans) : 16 janvier 1947-16 janvier 1954 ;
René Coty (72 ans) : 16 janvier 1954-8 janvier 1959.

V^e^ REPUBLIQUE. — Général Charles de Gaulle (69 ans) : 8 janvier 1959-19 décembre 1965 et 19 décembre 1965-28 avril 1969.

LES ABSTENTIONS DEPUIS 1945







enfin !
UN ENREGISTREUR ET ATTACHE-CASE COMBINES
de qualité

Un instrument de travail pour le professionnel

Permet
sans avoir à ouvrir l'attaché-case ni à manipuler l'appareil :
- l'enregistrement de toutes conversations, conférences, etc.
- facilite le travail pour enquêtes, études de marché, etc.

Permet aussi :
- le rangement des notes et des dossiers.

CCO S.A.
31, PASSAGE THIÉRÉ
PARIS 11^e^ - Tél. : 700-95-23

M _____
Rue _____
_____
Ville _____
Dpt _____

- désire une démonstration ☐
- recevoir une documentation ☐

LA DÉCLARATION DE M. POHER...

Voici la déclaration faite par M. Poher, rue de Vaugirard, à 23 h. 15 :

« Mes premières pensées ce soir vont vers la France qui a su, dans une période difficile, à l'occasion d'une transition délicate, conserver son calme et qui m'a aidé à éviter le chaos, vers bien des millions de Françaises et de Français qui, par leurs suffrages, viennent de m'exprimer leur confiance.

» Au deuxième tour de scrutin, quoi qu'on en ait dit, se sont affrontées, non seulement deux politiques, mais deux conceptions de la politique. D'un côté un parti ayant mis à son service l'appareil de l'Etat et ne présentant comme alternative que lui-même ou la dictature communiste.

» Nous avons tous pris connaissance ce soir des résultats et nous avons vu que la consigne d'abstention du parti communiste a été suivie. Le résultat n'en est que plus significatif en ce qui nous concerne.

» Nous représentons les espérances de Français de toutes origines qui ne se sont pas résignés à la division sommaire et abusive de la patrie. Ces Français, qui sont près de huit millions à l'heure actuelle, m'ont fait l'honneur de se rassembler sur mon nom. Je les en remercie. Il faut que leur union demeure pour constituer demain une force de recours s'il en est besoin, il faut que les rejoignent beaucoup de nos compatriotes qui n'ont pas encore pris conscience du sens de notre combat pour une démocratie ouverte au dialogue, à la justice sociale et au progrès économique.

» Tel sera le sens des efforts que nous poursuivrons avec objectivité et fermeté. Il s'agit pour moi en particulier d'un devoir national.

... et son télégramme au président élu

» Je viens d'adresser à M. Georges Pompidou, que le scrutin a désigné comme président élu de la République française, un télégramme dont je vais vous donner lecture avec mes vœux de plein succès :

« J'adresse mes félicitations personnelles au président élu de la République. Je souhaite pour la France le plein succès de votre mandat. Puisse l'esprit démocratique animer votre action future et permettre à tous les Français de connaître une ère nouvelle de dialogue. »

» Chers amis de la presse, de la radio et de la télévision, au moment où je vais vous quitter après quelques semaines de labeur, permettez-moi de vous remercier. Vive la République, vive la France ! »

La réponse de M. Pompidou

M. Pompidou a répondu au télégramme de M. Poher en ces termes :

« J'ai bien reçu votre message de félicitations et je me réjouis que le peuple français ait confirmé son attachement aux institutions démocratiques de la V^e^ République. Je souhaite qu'elles reçoivent le concours de tous ceux qui ont la charge d'en être les garants. »

Une élection qui a fait du bruit dans Paris...

Comme la Nouvelle Année, l'élection du président de la République a été saluée dans la nuit de dimanche à lundi par un interminable et assourdissant concert d'avertisseurs.

Il avait commencé devant l'immeuble de l'avenue de Latour-Maubourg, où sont installés les bureaux de M. Pompidou. Les partisans du candidat gaulliste avaient ensuite envahi littéralement les Champs-Elysées, où des embouteillages ont bientôt paralysé la circulation. Des groupes de jeunes gens à pied arborant des pancartes, distribuant des tracts, traçant dans l'air avec les bras le V de victoire, sont allés jusqu'à l'Arc de triomphe et ont observé une minute de silence.

Dans la soirée, des royalistes manifestant au rond-point des Champs-Elysées ont été brutalement dispersés par la police qui a procédé à une quinzaine d'interpellations (voir ci-dessous la protestation du *Figaro*). Au quartier Latin, les automobilistes qui, drapeaux tricolores au vent, exprimaient tout aussi bruyamment leur satisfaction, ont été pris à partie par des jeunes gens, et la police est intervenue pour mettre fin à quelques échanges de coups.

Le Figaro, dont les bureaux se trouvent rond-point des Champs-Elysées, publie ce lundi matin, sous le titre « *Des violences injustifiées* » et sous la signature de Pierre Pélissier, une protestation dont on lira ci-dessous l'essentiel et à laquelle, cela va de soi, nous joignons la nôtre :

« Les concerts d'avertisseurs et les drapeaux agités des voitures circulant en files bruyantes sont désormais monnaie courante. Jeudi soir, c'était les « pohéristes » ; hier soir, les « pompidoliens ».

» Mais certaines violences ne s'imposent absolument pas.

» Que quelques groupes remontent les Champs-Elysées, s'attardent au rond-point en criant des slogans monarchistes, cela ne méritait pas les charges de police que nous avons vues. Que, ces groupes dispersés, les agents s'acharnent ici sur un vieillard, là sur une jeune femme, à dix contre un, cela dépassait la mesure.

» Ce genre de manifestation relève plus du chahut que de la sédition. Et la réplique policière était déplacée en ce soir d'élection. »

DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le nouveau chef de l'État prendra ses fonctions vendredi

(Suite de la première page.)

Tantôt des abstentionnistes du premier tour ont cette fois voté pour lui apporter leur voix ; tantôt des électeurs de M. Poher ont changé de camp ; parfois aussi des partisans des quatre autres candidats du premier tour, mais en très petit nombre, ont préféré reporter leurs suffrages sur son nom plutôt que de voter pour son adversaire ou de s'abstenir. On a avancé, sur la foi des sondages pratiqués peu avant le scrutin, ainsi que sur quelques rares constatations faites ici ou là, que M. Pompidou avait ainsi récupéré peut-être 5 % des voix communistes du 1er juin ; mais cette évaluation demeure fort hypothétique.

Au surplus, s'il est vrai que la candidature du maire de Marseille était d'orientation centriste, rien ne permet d'affirmer que tous ses partisans sans exception, même ceux qui n'avaient voté pour lui qu'à cause de la présence à ses côtés de M. Mendès France, aient suivi la consigne que leur a donnée le leader socialiste de voter pour M. Poher.

Il a donc fallu que M. Poher trouve ailleurs ses nouveaux électeurs. Parmi des abstentionnistes repentis ? C'est possible, mais ils ne sont probablement pas nombreux. Dans l'électorat de M. Rocard (814 000 voix), de M. Krivine (236 000) ? C'est bien douteux, et là encore il ne peut s'agir que de petits contingents. Quant aux électeurs de M. Ducatel, même s'ils n'ont guère suivi la consigne qui leur a été donnée — on estime que plus de la moitié d'entre eux ont préféré M. Poher, — ils n'étaient pas d'un poids suffisant (284 000).

Il est donc certain que M. Poher a bénéficié, pour une part très difficile à évaluer, de voix qui s'étaient portées au premier tour sur M. Duclos. On a avancé, ici aussi, une estimation : près d'un quart de l'électorat du candidat communiste, soit environ 1 200 000 suffrages, aurait préféré le centriste à l'abstention. Ce n'est nullement prouvé, ni démontrable, mais ce n'est pas invraisemblable : on a déjà évalué à 30 % environ, dans les élections législatives où s'affrontaient au second tour deux « réactionnaires » — un gaulliste et un centriste de droite, par exemple, — la proportion d'électeurs communistes du premier tour qui préféraient voter antigaulliste que s'abstenir.

Ce qui est sûr, et que prouve l'examen des chiffres, c'est que M. Poher a bénéficié de voix communistes en proportion décelable dans un certain nombre de régions rurales, celles précisément où il a obtenu ses meilleurs résultats (et par voie de conséquence M. Pompidou ses plus mauvais) et où, seconde condition, l'électorat communiste ne se retrouve pas intégralement dans l'abstention. C'est le cas dans le Gers, le Vaucluse, la Nièvre, le Lot-et-Garonne, le Loir-et-Cher, l'Aude, l'Indre. Or ce sont là, en y ajoutant la Haute-Garonne, les huit départements où M. Poher devance son adversaire et recueille donc la majorité absolue. Et il ne s'agit pas, sauf le Loir-et-Cher qui a élu MM. Sudreau et Cormier, P.D.M., sur trois députés, de départements particulièrement centristes.

Sur le millier de villes, grandes, moyennes ou petites, pour lesquelles nous publions les résultats, M. Poher n'en a trouvé que trente-quatre, hors des huit départements où il a la majorité, pour lui assurer l'avantage sur M. Pompidou. C'est le cas chez M. Jacques Médecin à Nice, chez M. Maroselli à Luxeuil-les-Bains, chez M. Abelin à Chatellerault. C'est le cas aussi, ce qui confirme bien le report de voix communistes, dans des cités administrées par une municipalité communiste comme Sartène (Corse), Trélazé (Maine-et-Loire), dans des villes ouvrières telles que Berre et La Ciotat, Saint-Pierre-des-Corps, Couëron et Saint-Nazaire, Lomme, Liévin, Grand-Quevilly, Les Mureaux, etc., ainsi que dans les fiefs des commerçants révoltés de Voiron et La Tour-du-Pin.

Comme au premier tour, la réussite relative du candidat centriste n'apparaît pas directement liée, géographiquement, à l'existence d'anciens fiefs du M.R.P., ni même aux régions où M. Lecanuet avait, en 1965, obtenu ses meilleurs résultats. Certes, il a entamé comme on l'a vu le monopole gaulliste en Lorraine et l'a réduit en Alsace ; il a gardé du terrain dans une partie de la Normandie, dans l'Orne notamment ; mais il a échoué dans le Maine-et-Loire, la Haute-Loire, la Mayenne, qui, en 1965, étaient revenus vers le gaullisme au second tour après avoir fait le succès de M. Lecanuet au premier.

En résumé, les voix de M. Poher sont de deux ordres : tantôt elles lui sont propres et appartiennent au centre ; tantôt elle viennent de la gauche et de l'extrême gauche et sont plus hostiles à M. Pompidou que favorables à son adversaire. Il sera bien difficile, sur des bases aussi fragiles et avec un électorat aussi disparate, dont une fraction déjà menace d'être retirée puisque M. Pierre Mauroy, au nom des socialistes, s'est déclaré hostile à « toute solution centriste », de construire la « *formation nouvelle* » et la « force de recours » dont il a confirmé après le scrutin qu'il envisageait d'être « *l'animateur* ».

La carte de la fidélité

Comme le 1er juin, c'est le Cantal, dont il était déjà l'élu, qui a donné à M. Pompidou son plus fort pourcentage : 82,92 %, presque un plébiscite. Vient ensuite, comme quinze jours plus tôt, la Lozère, décidément « pompidouiste » et, dans les vingt départements où le score de l'élu est supérieur à 60 %, on trouve encore l'Aveyron, la Corrèze, la Haute-Loire et le Puy-de-Dôme. Fils de l'Auvergne, M. Pompidou reçoit ainsi la « prime » normale pour l'enfant du pays. Il gagne également du terrain en Bretagne et dans l'Ouest : la Vendée, qui était au quatrième rang le 1er juin, passe au troisième, le Finistère monte de la douzième à la quatrième place et le Morbihan vient de la huitième à la cinquième.

Quarante-cinq départements ont donné à M. Pompidou un pourcentage des suffrages exprimés supérieur à sa moyenne nationale. Parmi eux figurent toute la région parisienne ; le Nord — mais non le Pas-de-Calais et la Somme ; la Loire — mais non le Rhône ; plusieurs départements méridionaux comme les Basses-Pyrénées, où il s'est rendu entre les deux tours, le Lot, où il est conseiller municipal de Cajarc, et les Landes, le Tarn-et-Garonne — mais ni les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes, ni la Haute-Garonne, où il est distancé par M. Poher. L'influence gaulliste pénètre peu à peu le Midi, mais lentement.

Les trois plus mauvais résultats de M. Pompidou avaient été enregistrés le 1er juin dans la Seine-Saint-Denis, seul département où il avait été devancé (mais non par M. Poher, par M. Duclos), qui se classe cette fois au vingt-quatrième rang, puis dans le Gers et le Vaucluse, qui demeurent en queue du peloton. Le Gers s'était déjà singularisé en 1965 en donnant son plus fort pourcentage à M. Mitterrand au second tour.

2) *M. Alain Poher, avec 42,41 % des suffrages exprimés, progresse de près de vingt points par rapport au premier tour (23,42) et trouve en fait 2,6 millions d'électeurs supplémentaires.*

Il est évident que le désistement de M. Defferre (5,07 % des suffrages, soit 1,1 million) ne peut suffire à expliquer l'augmentation des suffrages du président intérimaire. Au surplus, s'il est vrai que la candidature du maire de Marseille était d'orientation centriste, rien ne permet d'affirmer que tous ses partisans sans exception, même ceux qui n'avaient voté pour lui qu'à cause de la présence à ses côtés de M. Mendès France, aient suivi la consigne que leur a donnée le leader socialiste de voter pour M. Poher.

Il a donc fallu que M. Poher trouve ailleurs ses nouveaux électeurs. Parmi des abstentionnistes repentis ? C'est possible, mais ils ne sont probablement pas nombreux. Dans l'électorat de M. Rocard (814 000 voix), de M. Krivine (236 000) ? C'est bien douteux, et là encore il ne peut s'agir que de petits contingents. Quant aux électeurs de M. Ducatel, même s'ils n'ont guère suivi la consigne qui leur a été donnée — on estime que plus de la moitié d'entre eux ont préféré M. Poher, — ils n'étaient pas d'un poids suffisant (284 000).

Il est donc certain que M. Poher a bénéficié, pour une part très difficile à évaluer, de voix qui s'étaient portées au premier tour sur M. Duclos. On a avancé, ici aussi, une estimation : près d'un quart de l'électorat du candidat communiste, soit environ 1 200 000 suffrages, aurait préféré le centriste à l'abstention. Ce n'est nullement prouvé, ni démontrable, mais ce n'est pas invraisemblable : on a déjà évalué à 30 % environ, dans les élections législatives où s'affrontaient au second tour deux « réactionnaires » — un gaulliste et un centriste de droite, par exemple, — la proportion d'électeurs communistes du premier tour qui préféraient voter antigaulliste que s'abstenir.

Ce qui est sûr, et que prouve l'examen des chiffres, c'est que M. Poher a bénéficié de voix communistes en proportion décelable dans un certain nombre de régions rurales, celles précisément où il a obtenu ses meilleurs résultats (et par voie de conséquence M. Pompidou ses plus mauvais) et où, seconde condition, l'électorat communiste ne se retrouve pas intégralement dans l'abstention. C'est le cas dans le Gers, le Vaucluse, la Nièvre, le Lot-et-Garonne, le Loir-et-Cher, l'Aude, l'Indre. Or ce sont là, en y ajoutant la Haute-Garonne, les huit départements où M. Poher devance son adversaire et recueille donc la majorité absolue. Et il ne s'agit pas, sauf le Loir-et-Cher qui a élu MM. Sudreau et Cormier, P.D.M., sur trois députés, de départements particulièrement centristes.

Sur le millier de villes, grandes, moyennes ou petites, pour lesquelles nous publions les résultats, M. Poher n'en a trouvé que trente-quatre, hors des huit départements où il a la majorité, pour lui assurer l'avantage sur M. Pompidou. C'est le cas chez M. Jacques Médecin à Nice, chez M. Maroselli à Luxeuil-les-Bains, chez M. Abelin à Chatellerault. C'est le cas aussi, ce qui confirme bien le report de voix communistes, dans des cités administrées par une municipalité communiste comme Sartène (Corse), Trélazé (Maine-et-Loire), dans des villes ouvrières telles que Berre et La Ciotat, Saint-Pierre-des-Corps, Couëron et Saint-Nazaire, Lomme, Liévin, Grand-Quevilly, Les Mureaux, etc., ainsi que dans les fiefs des commerçants révoltés de Voiron et La Tour-du-Pin.

Comme au premier tour, la réussite relative du candidat centriste n'apparaît pas directement liée, géographiquement, à l'existence d'anciens fiefs du M.R.P., ni même aux régions où M. Lecanuet avait, en 1965, obtenu ses meilleurs résultats. Certes, il a entamé comme on l'a vu le monopole gaulliste en Lorraine et l'a réduit en Alsace ; il a gardé du terrain dans une partie de la Normandie, dans l'Orne notamment ; mais il a échoué dans le Maine-et-Loire, la Haute-Loire, la Mayenne, qui, en 1965, étaient revenus vers le gaullisme au second tour après avoir fait le succès de M. Lecanuet au premier.

En résumé, les voix de M. Poher sont de deux ordres : tantôt elles lui sont propres et appartiennent au centre ; tantôt elle viennent de la gauche et de l'extrême gauche et sont plus hostiles à M. Pompidou que favorables à son adversaire. Il sera bien difficile, sur des bases aussi fragiles et avec un électorat aussi disparate, dont une fraction déjà menace d'être retirée puisque M. Pierre Mauroy, au nom des socialistes, s'est déclaré hostile à « toute solution centriste », de construire la « *formation nouvelle* » et la « force de recours » dont il a confirmé après le scrutin qu'il envisageait d'être « *l'animateur* ».

Le P.C. et l'abstention

3) *L'abstention, véritable tiers parti, n'a pas battu, avec 30,94 %, le record de la Ve République (31,28 % aux élections législatives de novembre 1962). Mais si l'on y ajoute les votes blancs ou nuls qui atteignent un pourcentage sans précédent (4,50 % des inscrits), elle est considérable, bien que la consigne lancée par le P.C. n'ait pas été suivie par tout l'électorat de M. Duclos.*

Il y avait, au premier tour, 21,80 % d'abstentions en métropole et 1 % de bulletins blancs ou nuls. M. Jacques Duclos, dont le parti fait campagne pour l'abstention, avait recueilli en métropole 16,61 % des voix des électeurs inscrits. Si on additionne ces trois chiffres (soit 39,41 %), on voit que l'on est assez loin de compte, par rapport aux 35,44 % d'électeurs qui n'ont pas exprimé dimanche leur suffrage. Et plus encore, bien sûr, si on estime que le P.S.U. de M. Rocard et la Ligue communiste de M. Krivine plaidaient pour l'abstention, le vote blanc ou le boycottage du scrutin. Avec les trois candidats d'extrême gauche, les abstentionnistes et les votes nuls du premier tour (par rapport aux inscrits, toujours), on arrive en effet à un total de 43,05 %.

En théorie, sur cette base, il y aurait au moins deux millions d'électeurs qui, conviés à refuser de choisir entre « la peste et le choléra », auraient quand même voté pour l'un ou l'autre candidat. En pratique, il y en a sans doute moins, parce qu'on peut estimer qu'une fraction des abstentionnistes du 1er juin ont voté le 15. Avec ce recoupement, le pourcentage de l'ordre de 70 % d'abstentionnistes (et de 25 % de voix pour M. Poher, le reste allant à M. Pompidou) parmi les électeurs de M. Duclos paraît raisonnable.

Le record d'abstentions est évidemment établi par la Seine-Saint-Denis (49,68 %), le meilleur département de M. Duclos ; puis viennent le Val-de-Marne et les Bouches-du-Rhône, où M. Poher, qui était arrivé en troisième position après son concurrent communiste, obtient un résultat nettement supérieur à sa moyenne nationale (47,07 %). Le sixième département abstentionniste, les Hauts-de-Seine (37,71 %), est aussi le meilleur de la région parisienne pour M. Pompidou (59,76 %). La réaction des électeurs du P.C. dans les villes qu'il administre a été généralement plus disciplinée qu'ailleurs, et il est à noter qu'aucun incident, aucune atteinte à la liberté du vote, n'ont été signalés dans ces localités.

Les votes blancs ou nuls n'avaient jamais dépassé 4,06 %, pourcentage atteint au référendum du 8 avril 1962 portant ratification des accords d'Evian sur l'Algérie, pour lequel le P.S.U. et diverses petites formations de gauche demandaient de voter « oui à la paix, non à de Gaulle » — c'est-à-dire nul. Il est logique d'ajouter ce chiffre à celui des abstentions, car il est évident que les votes blancs et nuls, qui sont généralement de l'ordre de 1 à 2 %, expriment pour la plupart un triple refus, celui de voter pour l'un ou l'autre des candidats, mais aussi de s'abstenir.

C'est évidemment par des questions d'hommes que commencera le septennat, mais c'est sans doute par un geste d'union et de réconciliation qu'il débutera au Parlement, puisque, après avoir adressé les traditionnels messages à la nation et aux élus, M. Pompidou envisage de faire présenter aux députés une loi d'amnistie totale effaçant les conséquences de tous les actes commis en relation avec les événements de mai-juin 1968.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

APRÈS LA BATAILLE

(Suite de première page.)

Fort des quelque huit millions de voix qu'il a obtenues — en dépit de leur instable conglomérat et d'une certaine réserve que lui imposera son rôle de président du Sénat, — M. Poher semble assez bien placé pour éclairer le pays, en cas de besoin, sur les dessous des activités gouvernementales, peut-être même pour inciter et aider, le cas échéant, le nouveau chef de l'Etat à déjouer d'éventuels complots, à se libérer des clans les plus envahissants et à tenir en échec les plus âpres des affairistes. On voit moins que jamais, en revanche, même s'il faut le regretter, se constituer la « force de recours », se dessiner la fameuse « troisième voie ».

Demain comme hier, les partis de gauche paraissent voués à l'impuissance aussi longtemps que le parti communiste pourra compter, bon an mal an, sur la constance d'un cinquième du corps électoral et que demeureront éphémères les cartels conclus de temps à autre avec lui. Pour qu'il en aille autrement, pour que l'union des gauches puisse devenir une durable et forte réalité, il ne suffit pas, notamment, que le parti communiste ait sincèrement renoncé à conquérir le pouvoir par la force, encore lui faut-il convaincre ses partenaires que, contrairement à ce qui se passe dans les pays de l'Est, il ne l'accaparerait pas entièrement et définitivement. Le fossé reste béant, et la politique d'abstention, si elle était maintenue, risquerait fort de l'élargir. A l'inverse, si elle devenait contagieuse, ce sont les fondements mêmes des institutions républicaines qui se trouveraient mis en cause, et une chance de plus donnée à quelque néo-fascisme.

Faudra-t-il attendre, pour que s'instaure un puissant socialisme français, que, le maoïsme aidant, le Kremlin évolue lui aussi jusqu'à reconnaître qu'un socialisme de type suédois n'est pas forcément un simple avatar, toujours haïssable, de l'« impérialisme » ?

SIRIUS.

Quelques incidents électoraux

Plusieurs incidents de diverse nature se sont produits pendant le scrutin de dimanche.

● **LES « COLLEURS D'AFFICHES », qui, le 11 juin dernier, rue d'Ulm, avaient assailli un jeune professeur, M. Azema, l'avaient roué de coups et lui avait volé sa voiture, retrouvée plus tard les pneus crevés, semblent avoir agi de façon systématique. M. Clément-Demange, de Saint-Maur-les-Fossés, dans la voiture duquel se trouvaient M. et Mme Haesslé, de New-York, et M. Moriggia, de Paris, ont été attaqués à la même heure et au même endroit, par un groupe armé de nerfs de bœuf et de fouets. M. Moriggia fut arraché de son siège et jeté à terre à coups de poing et à coups de pied.**

Il serait pour le moins regrettable que, le scrutin une fois terminé, les agressions de ce genre soient l'objet d'une amnistie de fait. Paris ne doit pas, sous le couvert d'une campagne électorale, être transformé en champ clos de bandes rivales, au grand dam des passants.

● **A CHASSAGNE (P.-de-D.), un cultivateur, M. Jules Dieuze, qui discutait dimanche soir des premiers résultats de l'élection présidentielle avec un ancien ouvrier agricole, M. Jean Chambefort, cinquante-cinq ans, a mortellement blessé ce dernier d'un coup de carabine.**

● **EN CHARENTE-MARITIME, le bureau de vote du gros bourg ostréicole de La Tremblade avait été saccagé durant la nuit du samedi au dimanche. Un commando anarchiste, après avoir remplacé le pavillon tricolore par un drapeau noir, avait déchiré les listes d'émargement et emporté deux urnes à compteur automatique. De nombreux graffiti conseillant l'abstention avaient été tracés sur les murs. De vieilles urnes et d'anciennes listes d'émargement retrouvées rapidement permirent l'ouverture du bureau avec vingt minutes de retard.**

● **DANS LA DROME, des militants socialistes de Montélimar ont été frappés samedi, ont-ils déclaré, par des colleurs d'affiches de l'U.D.R., qui les avaient obligés de descendre de la voiture dans laquelle ils circulaient. Ailleurs, dans la ville, deux responsables du P.S.U. ont été attaqués par une dizaine de jeunes gens.**

● **DANS LES HAUTES-ALPES, à Briançon, des coups de feu ont été tirés dans la nuit de samedi à dimanche au cours d'une altercation entre des partisans de l'abstention et des militants favorables à M. Pompidou. Il n'y a pas eu de victimes.**

● **DANS LE VAUCLUSE, enfin, un incident s'est produit à Châteauneuf-du-Pape. Un électeur a failli mettre le feu à un bureau de vote en posant sa pipe allumée sur des bulletins.**

nettoyage de tapis
réparations tapis tapisseries
maison Chevalier
G. CHEVALIER EXPERT PRÈS LES TRIBUNAUX
64, BD DE LA MISSION MARCHAND
92/COURBEVOIE PARKING ASSURE
tél. 333.26.01

BOULEVARD DE LATOUR-MAUBOURG

Le président au balcon...

C'était déjà un président de la République qu'on acclamait en la personne de M. Georges Pompidou, au cours de la nuit de dimanche à lundi, boulevard de Latour-Maubourg. Derrière des barrières métalliques hâtivement disposées, renforcées bientôt d'un cordon de gardiens de la paix, une foule d'un bon millier de personnes s'était massée pour guetter l'arrivée de l'élu dès que les « opérations estimation » eurent révélé que l'ancien premier ministre triomphait. Pour ces hommes et ces femmes, agitant des drapeaux tricolores et brandissant des affiches qui avaient cessé d'être électorales pour n'être plus que des portraits du champion, cette nuit de juin comblait leurs vœux.

Sur les trottoirs, on s'énervait à l'arrivée de chaque nouvelle DS. Mais dans les locaux du comité Pompidou, abritée au numéro 8, dans un immeuble bourgeois, dont les concierges endimanchés avaient abandonné leurs prérogatives à des policiers et à quelques civils compétents, une foule très différente attendait. Dans la cour devenue patio, les journalistes, photographes et cameramen groupés autour d'un poste de télévision avaient été parqués par un service de presse efficace, tandis que ministres et parlementaires étaient conduits au deuxième étage devant un buffet dont la modestie aurait plu à M. Poher.

Gardes du corps et militantes en mini-jupes

Des gardes du corps professionnels, déjà assurés d'un emploi qu'une défaite leur eût fait perdre, côtoyaient de jeunes militantes exubérantes en mini-jupes bariolées, des jeunes gens vifs désireux de se rendre utiles, des dames d'âge mûr qui savaient saluer au bon moment l'élu ou ses proches, des messieurs décorés, fonctionnaires ou non, qui sirotaient avec sang-froid leur whisky et qui se devaient d'être là. Bref, toute cette foule des triomphes électoraux qui grossit parfois de façon inattendue et relaie opportunément les supporters exténués par la campagne.

M. Georges Pompidou, à la fois grave et souriant, manifestement gêné par les enthousiasmes familiers, bronzé, rasé de frais et gaillard comme un cadre supérieur rentrant d'un week-end à Orvilliers, fit son apparition vers 22 heures 20.

Comme une petite fille lui avait présenté un bouquet de roses, un garde du corps vérifia, avec la dextérité que confère une longue habitude, qu'il ne contenait pas de dynamite, et le fit rendre à son destinataire. Il y a huit jours, personne ne se fût avisé de prendre une telle précaution.

Le nouveau président rejoignit d'abord le deuxième étage dans la bousculade et les éclairs des photographes. Plusieurs ministres, dont MM. Ortoli, ministre des finances ; Duvillard, ministre des anciens combattants ; Yves Guéna, ministre des P.T.T. ; Pierre Dumas, secrétaire d'Etat aux affaires sociales, ainsi que MM. Jean Foyer, président de la commission des lois ; Rey, président du groupe U.D.R. ; Jacques Baumel, Maurice Papon, député U.D.R., ancien préfet de police, l'attendaient pour le féliciter. Mais déjà une ovation montait de la rue, on exigeait le président au balcon. Il se montra et fit un geste des deux bras qui rappela, en moins assuré, celui du général de Gaulle.

Quelques instants plus tard, descendu dans la cour de l'immeuble, devant une gerbe de micros, dans le ronronnement des caméras, le président Georges Pompidou fit sa première déclaration officielle. Il remercia les journalistes, serra quelques mains puis regagna son bureau du deuxième étage où l'attendaient deux messages : les félicitations du général de Gaulle et le télégramme de M. Poher.

MAURICE DENUZIÈRE.

RUE DE VAUGIRARD

... et l'intérimaire sous le porche

Rue de Vaugirard, dimanche soir, les partisans de M. Poher se sont montrés sous deux visages. L'un était détendu, malgré la défaite : c'est celui qui est apparu à l'intérieur des locaux du comité de soutien au président de la République par intérim, où l'on buvait un champagne attiédi. L'autre, presque hargneux, se révéla au moment où des « pompidoliens » triomphalistes vinrent bruyamment narguer les vaincus sous leurs fenêtres. Il s'en fallut de peu, alors, que ceux-ci ne fissent un mauvais sort aux arrogants. Hors d'eux-mêmes et pris au dépourvu, les plus jeunes des « pohéristes » jetèrent à la face de leurs adversaires des slogans hâtivement empruntés à l'arsenal logomachique ordinaire de l'extrême droite — « Pompidou à Moscou ! » *ou de l'extrême gauche :* « Pompidou assassin ! » *Pas moins*

Pourtant, la soirée de la rue de Vaugirard avait, si l'on peut dire, bien commencé. La défaite électorale était une perspective que les ultimes sondages avaient suffisamment laissé entrevoir pour qu'elle ne constituât plus une surprise : en quinze jours, on avait fini par se faire à l'idée que les statistiques de l'IFOP ou de la SOFRES ne sont pas nécessairement truquées sur ordre du gouvernement. Alors, on pensait à autre chose, on se cherchait des raisons d'être optimistes — tout comme s'il devait y avoir un troisième, un quatrième tour. On se félicitait du « beau score » *de 42,41 % qu'avait obtenu le président intérimaire. On y décelait la naissance d'un* « courant ». *On oubliait les appels du candidat centriste à l'adresse des électeurs communistes, pour constater avec une satisfaction dédaigneuse que « c'étaient les communistes qui avaient fait élire M. Pompidou ». Les esprits forts, néanmoins, refaisaient à l'écart la campagne de M. Poher, à la façon des stratèges qui refont en chambre la bataille de Waterloo :* « Il aurait dû se montrer plus énergique dès le premier tour, comme le souhaitaient les militants de base », *disait l'un.* « Une autre tactique eût évité un essoufflement de la sympathie populaire », *renchérissait un autre.*

Une atmosphère de serre chaude

Pour ajouter enfin à l'intérêt qu'éprouvaient les invités à se trouver là, réunis, blottis les uns contre les autres, dans une atmosphère de serre chaude, il existait un élément de suspens : qu'allait dire le président intérimaire, qui préparait une déclaration, dans un bureau où il s'était enfermé avec MM. Chandernagor, Abelin, André Colin et Olivier d'Ormesson ? La curiosité était rendue encore plus vive par l'attente, qui dura jusqu'à 23 h. 15. L'apparition de M. Poher n'en suscita que mieux les vivats. Des applaudissements, des bravos, entourèrent le président intérimaire, à qui fut ainsi réservée une manière de triomphe intime.

M. Poher, comme ses supporters, n'avait rien perdu de son sourire quand il pénétra dans la salle où patientaient les journalistes, qu'il remercia « au moment de les quitter ». *Lorsqu'il donna lecture du télégramme qu'il avait fait parvenir à son concurrent (et qui, aux félicitations promises avec superbe lors de la campagne électorale, ajoutait le vœu de voir* « l'esprit démocratique animer son action », *l'occupant actuel de l'Elysée crut devoir préciser :* « Je l'ai envoyé au domicile personnel de M. Pompidou, bien entendu. » *Mais le battu du second tour mettait toute sa gravité à parler de la constitution* « d'une force de recours » *et du rôle qui était pour lui* « un devoir national ». *A ces propos, on comprenait que M. Poher entendait se placer désormais, et de lui-même, en réserve de la République. Mais il refusa d'en dire plus :* « Je suis président de la République par intérim », *se rappela-t-il devant ceux qui auraient souhaité l'interroger davantage.*

Dans la rue

Le président intérimaire n'avait pas encore quitté la rue de Vaugirard quand éclatèrent les incidents qui faillirent opposer « pohéristes » et « pompidoliens ». De jeunes automobilistes, qui avaient placé sur leur voiture un portrait de M. Pompidou ou du général de Gaulle, se mirent à défiler sur la chaussée en actionnant leurs avertisseurs, en brandissant des drapeaux, en composant avec l'index et le majeur le V de la victoire, en criant : « Pompidou ! Pompidou ! », *en lançant des tracts à l'effigie du vainqueur, ou encore des pétards. Les invités du comité de soutien ou les admirateurs de M. Poher qui stationnaient sur le trottoir leur répondirent par :* « Poher président ! », *ou plus souvent encore par des injures à l'adresse de l'élu. Quelques femmes particulièrement irritées vociféraient même isolément :* « Pompidou au poteau ! ». *Les cris, où perçait de la rage sinon de la haine, s'accompagnèrent de gestes annonciateurs du désir d'en découdre avec ceux qui se livraient à des manifestations de joie géographiquement déplacées. Une voiture décapotable fut bloquée au milieu de la rue, une de ses banderoles arrachée, et il fallut l'intervention d'agents pour dégager les occupants. Tous les véhicules « pompidoliens » recevaient au passage de violents coups de pied dans la carrosserie.*

Ce fut dans cette ambiance que M. Poher apparut sous le porche du 178 de la rue de Vaugirard, à 23 h. 40. Il fit quelques pas dans la rue, et son apparition provoqua l'éclatement de la Marseillaise dans les poitrines ulcérées.

Après son départ, deux cars d'agents de police surgissaient. Ils invitaient au calme les manifestants « pohériens », que le service d'ordre de la rue de Vaugirard avait eu passablement de mal à contenir.

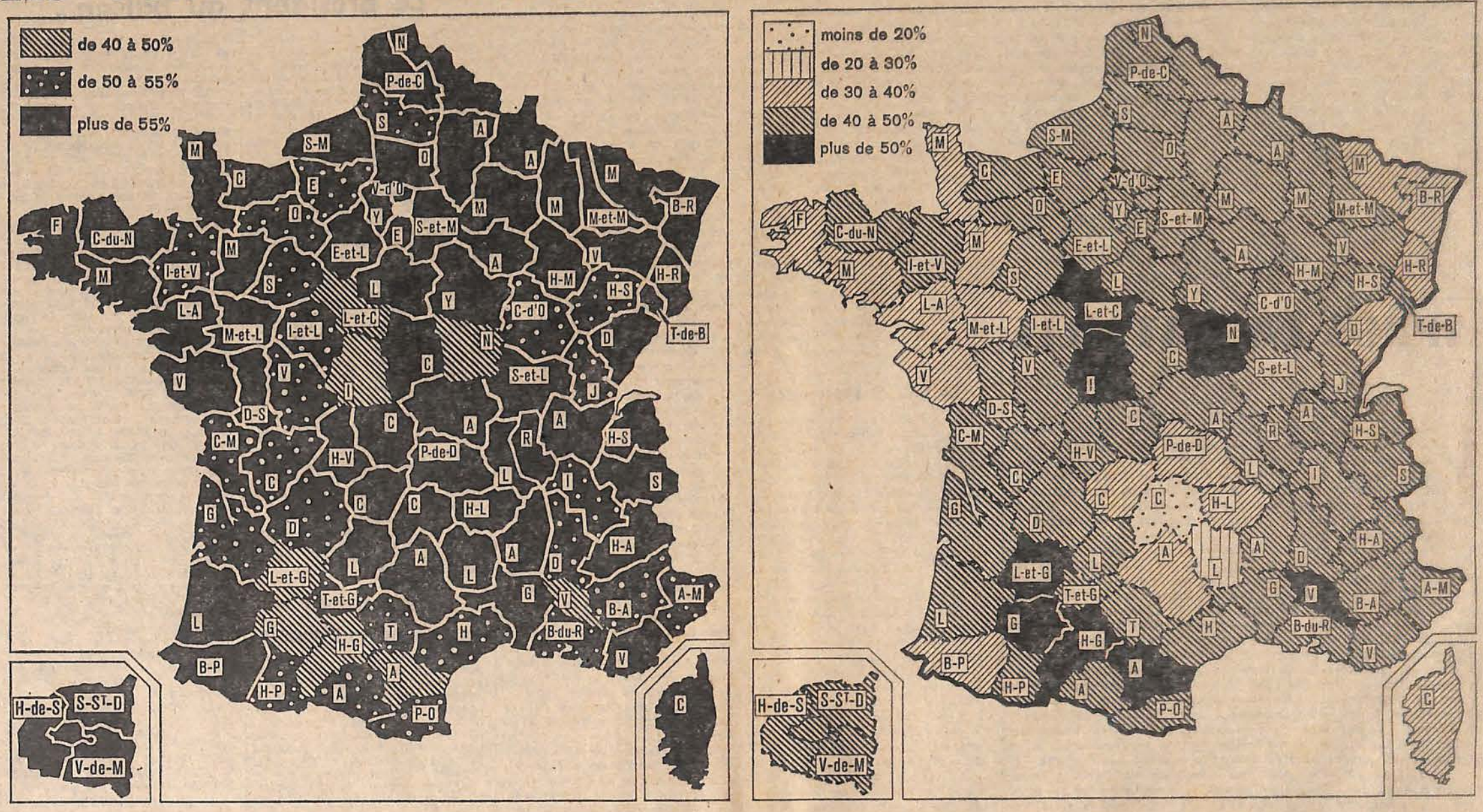
MICHEL LEGRIS.

LA PHYSIONOMIE

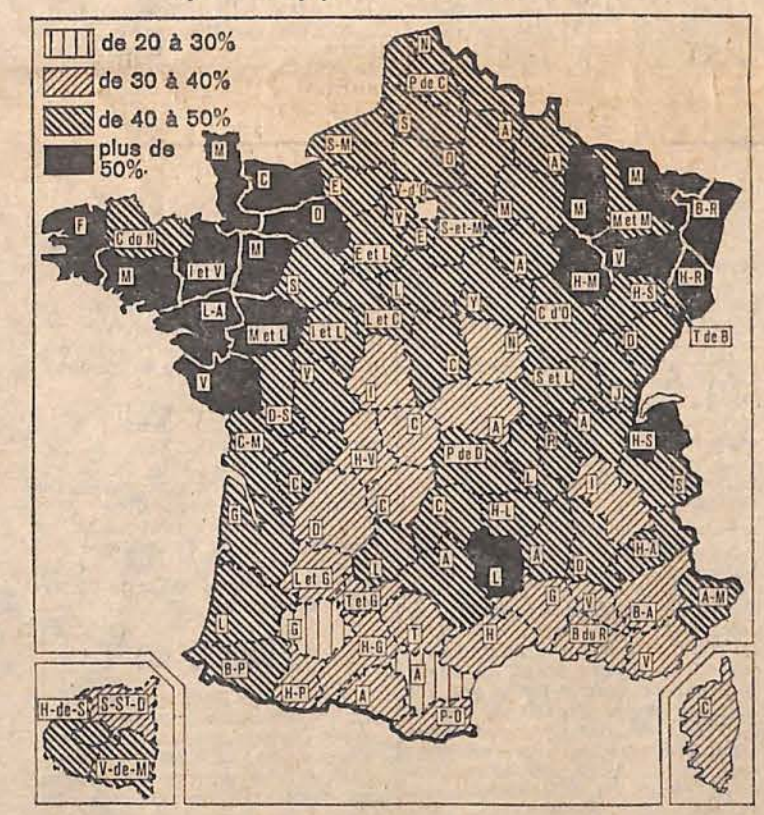
LES VOIX DE M. POMPIDOU

% par rapport aux suffrages exprimés

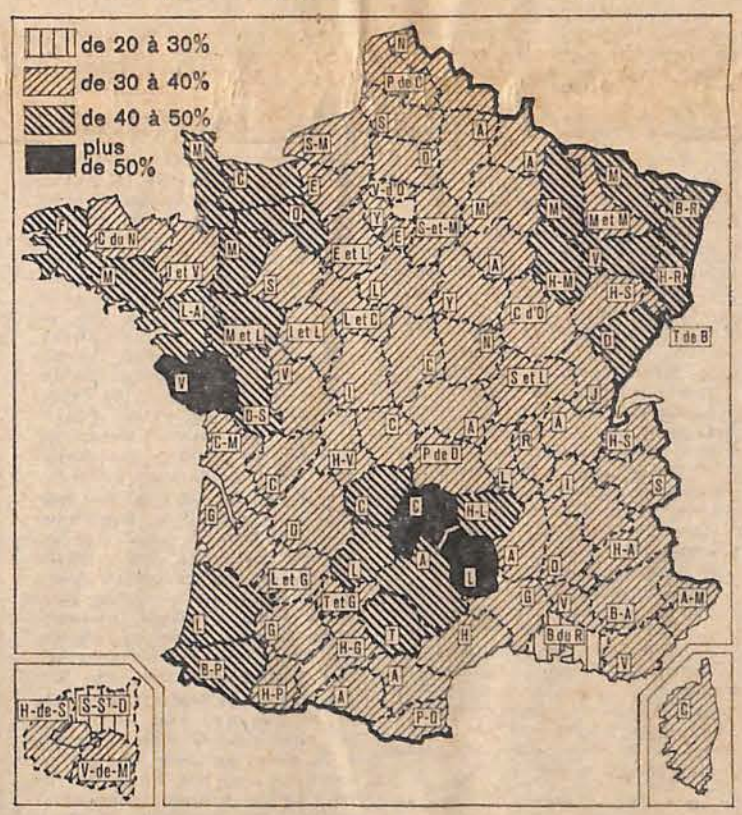
LES VOIX DE M. POHER



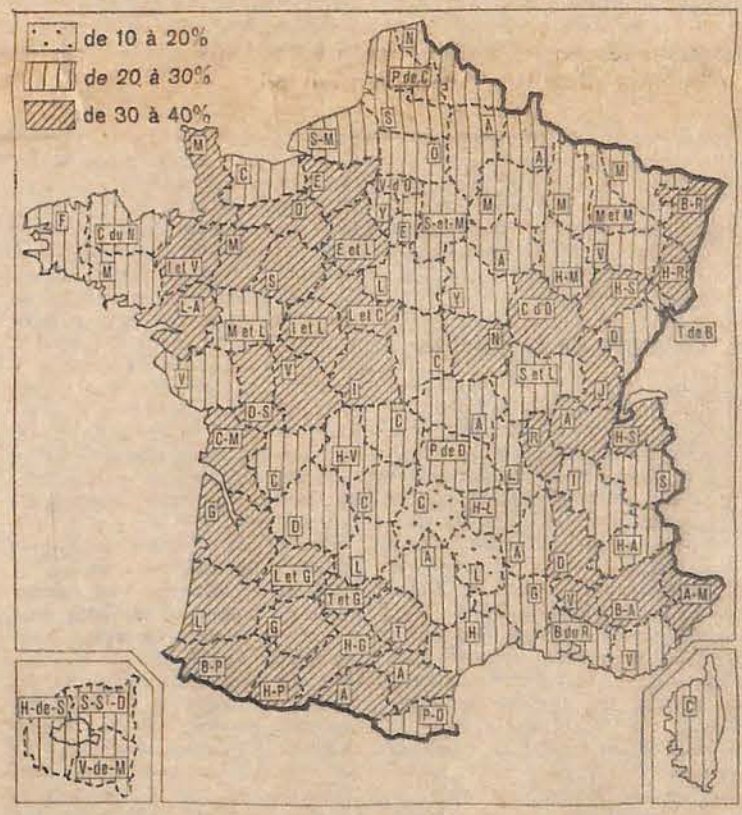
LES VOIX DU GÉNÉRAL DE GAULLE
LE 19 DÉCEMBRE 1965
(par rapport aux inscrits)



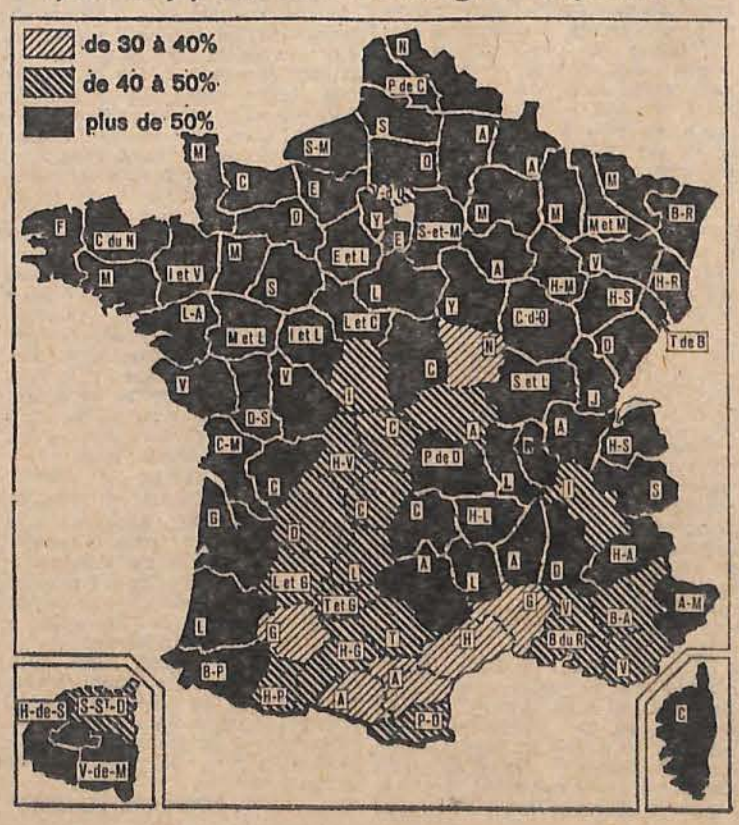
LES VOIX DE M. POMPIDOU
LE 15 JUIN 1969
(par rapport aux inscrits)



LE TOTAL DES VOIX POHER ET DEFFERRE
LE 1er JUIN 1969
(par rapport aux suffrages exprimés)



LES VOIX DU GÉNÉRAL DE GAULLE
LE 19 DÉCEMBRE 1965
(par rapport aux suffrages exprimés)



Villes où M. Poher est arrivé en tête dans des « départements Pompidou »

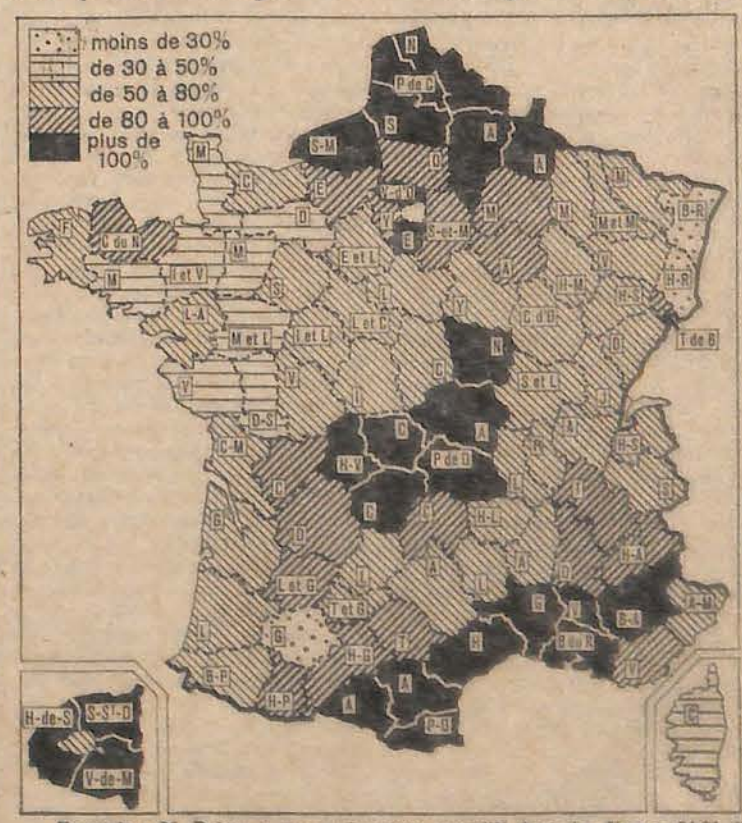
Alpes-Maritimes	Nice.
Bouches-du-Rhône ..	Arles, Berre, La Ciotat, Salon.
Corse	Sartène.
Côte-d'Or	Montbard.
Drôme	Bourg-de-Péage.
Eure	Louviers.
Gironde	Cenon.
Indre-et-Loire	Loches, Saint-Pierre-des-Corps.
Isère	Echirolles, La Tour-du-Pin, Voiron.
Loire-Atlantique ...	Couëron, Saint-Nazaire.
Lot	Gourdon.
Maine-et-Loire	Trélazé.
Nord	Lomme.
Pas-de-Calais	Liévin.
Basses-Pyrénées	Mourenx.
Pyrénées-Orientales .	Port-Vendres.
Rhône	Saint-Priest.
Haute-Saône	Luxeuil.
Sarthe	La Ferté-Bernard.
Seine-Maritime	Grand-Quevilly.
Deux-Sèvres	Thouars
Val-de-Marne	Ablon, Marolles-en-Brie, Noiseau.
Var	Fréjus.
Vienne	Loudun, Châtellerault.
Yvelines	Les Mureaux.

Les opérations « estimation »

	R.T.L.	Europe 1	France-Inter	Radio-M.-C.
M. POMPIDOU.....	57.2	57.5	57	57
M. POHER.....	42.8	42.5	43	43
Abstentions	30,3	30	27,5	28
Blancs ou nuls.....	4,6	4	6	5

La télévision, de son côté, annonçait : M. Pompidou, 54 à 59 % ; M. Poher, 41 à 46 % ; abstentions, de 26 à 30 %.
Enfin, l'agence France-Presse transmettait à 20 heures : M. Pompidou, 56,5 % ; M. Poher, 43,5 % ; abstentions, 28 % ; blancs et nuls, 5 %.

LA PROGRESSION DES VOIX DE M. POHER
(en pourcentage des suffrages exprimés)



Exemple : M. Poher a successivement recueilli dans les Vosges 24,91 % des suffrages exprimés le 1er juin et 41,16 % le 15 juin. La progression est de 65,23 %.

DU SCRUTIN

LES POURCENTAGES DES VOIX DES DEUX TOURS (par rapport aux suffrages exprimés)

DEPARTEMENTS (dans l'ordre décroissant des voix de M. POMPIDOU)	15 JUIN		PREMIER TOUR			
	POMPIDOU	POHER	POMPIDOU	POHER	DUCLOS	DEFFERRE
CANTAL	82,92	17,07	69,78	8,89	14,01	3,63
LOZERE	72,63	27,36	63,14	16,58	12,28	3,23
VENDEE	67,82	32,17	59,72	22,56	8,99	3,63
FINISTERE	67,17	32,82	53,44	18,85	17,05	4,20
MORBIHAN	66,87	33,12	54,88	22,26	15,07	3,46
BAS-RHIN	65,92	34,07	59,76	27,61	6,07	2,94
HAUT-RHIN	65,51	34,48	57,42	28,08	6,67	3,43
AVEYRON	65,04	34,95	55,52	23,13	12,49	3,94
CORREZE	64,42	35,57	43,88	15,69	31,71	4,35
MANCHE	64,40	35,59	56,63	26,28	7,98	3,74
CORSE	63,69	36,30	53,46	24,43	16,04	4,31
MAINE-ET-LOIRE	63,66	36,33	54,05	25,09	10,80	3,83
HAUTE-LOIRE	63,08	36,91	52,80	24,46	12,49	4,91
MAYENNE	62,60	37,39	53,82	28,66	9,01	3,56
ILLE-ET-VILAINE	62,44	37,55	52,53	26,48	11,89	3,82
DOUBS	61,53	38,46	48,89	22,34	15,87	5,42
MOSELLE	60,56	39,43	50,85	25,75	14,31	2,80
LOIRE-ATLANTIQUE	60,31	39,68	49,53	26,28	12,65	4,48
PUY-DE-DOME	60,18	39,81	44,54	18,98	22,53	7,29
BASSES-PYRENEES	60,02	39,97	50,54	24,80	13,69	5,40
HAUTS-DE-SEINE	59,76	40,23	41,62	20,07	25,69	5,33
NORD	59,65	40,34	42,61	17,14	26,86	7,26
MEUSE	59,50	40,49	49,68	26,33	14,35	3,25
SEINE-SAINT-DENIS	59,41	40,58	33,97	17,05	38,63	3,99
LOIRE	59,40	40,59	43,96	24,94	20,13	4,19
HAUTE-VIENNE	59,29	40,70	38,12	15,47	33,64	7,74
YVELINES	59,03	40,96	43,61	22,02	22,07	4,97
HAUTE-MARNE	59,03	40,96	47,46	25,48	16,76	3,65
CALVADOS	58,95	41,04	48,20	26,43	15,49	3,49
VAL-DE-MARNE	58,95	41,04	38,49	19,78	30,40	4,55
MARNE	58,84	41,15	44,11	22,30	22,56	4,96
VOSGES	58,83	41,16	48,34	24,91	16,50	4,12
CREUSE	58,79	41,20	41,23	17,07	30,93	6,33
LOT	58,75	41,24	47,58	26,73	18 01	3,25
VAL-D'OISE	58,71	41,28	39,33	20,17	29,34	4,36
SEINE-ET-MARNE	58,70	41,29	44,31	22,70	23,06	3,67
AIN	58,68	41,31	46,42	26,10	17,95	3,87
PARIS	58,34	41,65	45,23	23,60	18,61	5,95
ARDECHE	58,31	41,68	45,51	23,49	21,33	4,47
MEURTHE-ET-MOSELLE	58,14	41,85	43,90	25,15	20,79	3,76
LOIRET	58,01	41,98	46,62	24,77	18,04	4,65
SEINE-MARITIME	57,93	42,06	41,49	20,94	26,63	4,45
ALLIER	57,85	42,14	38,53	19,37	31,88	5,05
COTES-DU-NORD	57,77	42,22	43,04	22,56	23,72	3,81
LANDES	57,63	42,36	45,95	24,03	18,82	6,44
ARDENNES	57,45	42,54	42,52	21,19	24,63	5,03
HAUTE-SAVOIE	57,44	42,55	47,09	27,90	14,96	4,01
RHONE	57,16	42,83	42,88	26,46	19,74	4,25
ESSONNE	57,02	42,97	39,57	21,29	27,02	4,55
OISE	56,68	43,31	42,36	22,14	24,28	4,38
HAUTES-ALPES	56,67	43,32	43,69	23,20	22,91	3,82
TERRITOIRE DE BELFORT	56,65	43,34	44,66	23,47	18,54	6,23
DEUX-SEVRES	56,60	43,39	49,04	28,97	11,07	4,79
SAONE-ET-LOIRE	56,57	43,42	42,94	24,69	23,09	4,21
SAVOIE	56,31	43,68	44,13	25,17	20,12	3,94
CHER	56,27	43,72	40,25	23,12	29,12	3,23
YONNE	56,06	43,93	44,90	25,63	19,82	4,15
GARD	55,90	44,09	37,93	20,50	30,29	5,28
PAS-DE-CALAIS	55,74	44,25	39,20	18,16	28,41	7,47
EURE-ET-LOIR	55,73	44,26	44,96	25,36	18,41	5,48
AUBE	55,31	44,68	43,91	24,13	21,52	5,38
VAR	55,15	44,84	40,60	23,96	24,67	5,69
AISNE	55,04	44,95	40,62	21,42	27,72	4,05
ORNE	54,94	45,05	46,44	33,17	11,28	3,52
CHARENTE	54,93	45,06	42,29	24,38	23,58	4,23
SOMME	54,90	45,09	38,98	20,41	28,94	4,35
TARN	54,86	45,13	44,92	24,86	18,30	6,49
VIENNE	54,70	45,29	43,95	27,93	18,82	3,71
COTE-D'OR	54,61	45,38	45,65	27,54	15,80	4,77
JURA	54,49	45,50	44,21	27,40	17,64	3,90
SARTHE	54,09	45,90	41,19	26,93	21,55	4,62
HERAULT	53,39	46,60	39,54	23,16	25,67	6,24
HAUTE-SAONE	53,17	46,82	44,52	29,41	15,61	4,19
ISERE	53,10	46,89	39,33	24,16	23,65	5,50
EURE	53,04	46,95	42,69	25,71	18,49	6,98
HAUTES-PYRENEES	52,93	47,06	39,48	25,80	24,85	4,30
BOUCHES-DU-RHONE	52,92	47,07	34,77	18,58	30,78	10,90
CHARENTE-MARITIME	52,69	47,30	42,15	27,77	19,43	4,26
DORDOGNE	52,69	47,30	39,76	25,03	25,85	4,57
PYRENEES-ORIENTALES	52,55	47,44	38,51	23,50	28,31	4,36
ALPES-MARITIMES	51,65	48,34	39,05	29,41	23,20	3,30
BASSES-ALPES	51,57	48,42	38,78	22,12	24,79	7,93
TARN-ET-GARONNE	51,55	48,44	42,73	28,88	17,19	5,40
INDRE-ET-LOIRE	50,73	49,26	41,28	30,30	17,53	4,80
DROME	50,64	49,35	39,52	26,53	21,78	5,34
GIRONDE	50,50	49,49	40,55	28,67	18,37	6,69
ARIEGE	50,22	49,77	37,54	24,37	25,41	7,15
HAUTE-GARONNE	49,84	50,15	39,66	27,17	19,53	6,71
INDRE	49,33	50,66	36,46	28,05	27,15	3,66
AUDE	48,80	51,19	36,93	24,06	25,07	8,56
LOIR-ET-CHER	48,16	51,83	38,18	31,87	20,03	4,53
LOT-ET-GARONNE	47,86	52,13	36,65	28,11	25,47	4,13
NIEVRE	45,48	54,51	35,45	27,12	25,90	6,48
VAUCLUSE	44,36	55,63	34,62	27,67	24,57	6,68
GERS	43,12	56,87	34,71	33,41	18,53	6,43

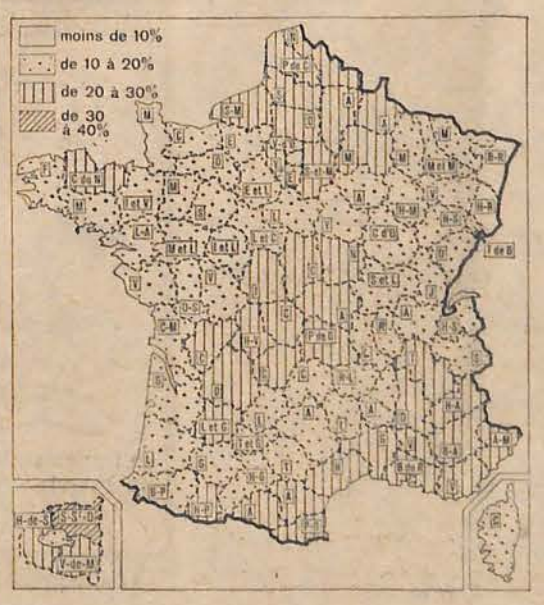
La progression des abstentions du 1er au 15 juin 1969

Le tableau ci-dessous, qui complète et précise les cartes, indique par rapport aux électeurs inscrits, et département par département, successivement le pourcentage:
— des abstentions du premier tour ;
— du total des voix obtenues par MM. Duclos, Rocard et Krivine, candidats au premier tour du P.C.F., du P.S.U. et de la Ligue communiste, qui ont tous trois donné pour consigne à leurs électeurs de se désintéresser du scrutin de ballottage ;
— des abstentions du second tour.

	1er juin ABSTENTIONS	1er juin DUCLOS + ROCARD + KRIVINE	15 juin ABSTENTIONS
AIN	26,83	16,06	33,13
AISNE	19,37	25,65	27,91
ALLIER	22,26	27,46	35,79
BASSES-ALPES	23,47	22,08	28,09
HAUTES-ALPES	25,66	20,35	29,60
ALPES-MARITIMES	23,73	20,14	31,64
ARDECHE	22,24	19,49	28,77
ARDENNES	22	23,40	31,48
ARIEGE	23,57	22,59	27,49
AUBE	21,74	19,36	28,26
AUDE	19,81	23,20	25,68
AVEYRON	19,67	12,86	21,48
BOUCHES-DU-RHONE	26,09	25,28	40,43
CALVADOS	20,97	15,94	27,86
CANTAL	23,28	12,97	24,97
CHARENTE	22,94	20,96	27,49
CHARENTE-MARITIME	24,92	17,90	30,49
CHER	22,05	25,01	33,95
CORREZE	19,30	28,12	28,26
CORSE	39,09	10,64	39,77
COTE-D'OR	24,15	15,60	28,94
COTES-DU-NORD	19,44	23,51	27,80
CREUSE	29,52	23,93	36,60
DORDOGNE	19,12	23,46	23,85
DOUBS	22,14	16,98	28,09
DROME	24,25	20,14	29,39
ESSONNE	19,02	26,88	35,79
EURE	19,35	18,38	26,59
EURE-ET-LOIR	19,65	18,05	26,34
FINISTERE	20,76	11,76	27,38
GARD	23,99	26,21	37,14
HAUTE-GARONNE	22,62	19,47	25,90
GERS	24,58	18,11	25,36
GIRONDE	23,64	17,34	28,29
HAUTS-DE-SEINE	19,77	25,49	37,70
HERAULT	24,07	22,44	33,00
ILLE-ET-VILAINE	20,13	12,59	25,55
INDRE	23,12	22,97	29,66
INDRE-ET-LOIRE	22,66	17,53	29,11
ISERE	25,17	21,85	34,35
JURA	24,45	16,96	26,96
LANDES	18,76	18,04	22,43
LOIR-ET-CHER	21,90	18,72	26,49
LOIRE	25,45	18,75	34,88
HAUTE-LOIRE	24,86	12,19	24,86
LOIRE-ATLANTIQUE	19,89	14,79	27,43
LOIRET	20,17	17,72	27,49
LOT	18,05	17,60	19,47
LOT-ET-GARONNE	20	23,51	23,75
LOZERE	23,29	12,08	24,93
MAINE-ET-LOIRE	20,70	12,28	27,17
MANCHE	22,40	9,31	25,06
MARNE	21,89	21,03	33,22
HAUTE-MARNE	21,52	16,87	27,60
MAYENNE	16,87	10,25	21,31
MEURTHE-ET-MOSELLE	22,56	19,90	33,89
MEUSE	21,09	14,91	26,89
MORBIHAN	20,37	14,50	27,40
MOSELLE	23,29	14,62	28,18
NIEVRE	22,64	22,73	28,27
NORD	17,35	25,35	30,04
OISE	18,96	23,85	29,84
ORNE	20,81	12,01	23,92
PARIS	23,69	18,46	34,69
PAS-DE-CALAIS	17,04	26,62	28,66
PUY-DE-DOME	23,96	20,93	32,10
BASSES-PYRENEES	22,33	14	24,21
HAUTES-PYRENEES	24,06	22,11	30,16
PYRENEES-ORIENTALES	26,52	23,54	32,34
BAS-RHIN	26,22	6,44	28,19
HAUT-RHIN	23,30	7,56	25,15
RHONE	22,86	19,16	34,14
HAUTE-SAONE	20,46	16,17	23,18
SAONE-ET-LOIRE	26,09	19,65	34,28
SARTHE	21,73	19,96	31,57
SAVOIE	26,55	18,45	33,71
HAUTE-SAVOIE	26,40	14,22	30,29
SEINE-MARITIME	20,15	24,91	35,59
SEINE-SAINT-DENIS	19,94	34,78	49,68
SEINE-ET-MARNE	20,60	21,69	31,98
DEUX-SEVRES	20,80	12,38	23,85
SOMME	15,69	27,69	25,70
TARN	17,02	18,41	19,19
TARN-ET-GARONNE	19,44	17,13	20,48
TERR.-DE-BELFORT	24,80	18,10	30,33
VAL-DE-MARNE	19,90	28,71	42,65
VAL-D'OISE	19,55	27,90	39,43
VAR	25,43	20,87	34,44
VAUCLUSE	21,05	22,65	25,07
VENDEE	17,82	10,19	20,81
VIENNE	21,85	17,74	26,90
HAUTE-VIENNE	22,36	28,68	34,26
VOSGES	22,63	16,06	26,86
YONNE	21,94	18,46	27,45
YVELINES	18,99	22,66	32,17

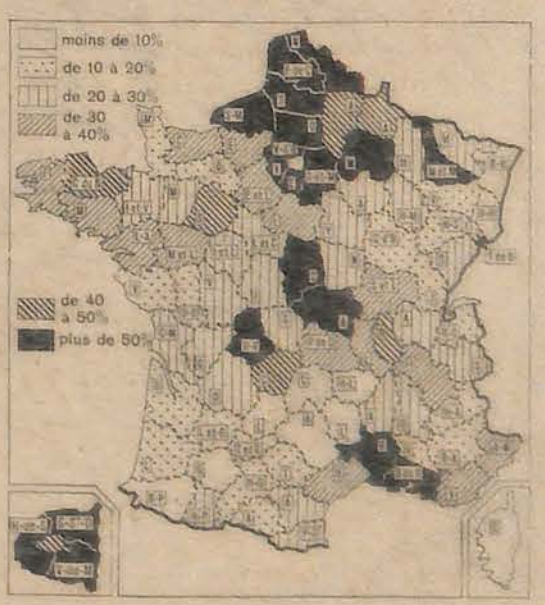
LE 1er JUIN 1969

DUCLOS + ROCARD + KRIVINE



LE 15 JUIN 1969

DU 1er AU 15 JUIN 1969



LA RÉGION

ON trouvera dans les pages suivantes les résultats détaillés et définitifs du second tour de l'élection présidentielle pour chaque département et pour les villes les plus importantes.

Pour les villes, nous ne donnons pas le nombre des suffrages exprimés, qui ressort du total des voix obtenues par MM. Pompidou et Poher. Nous indiquons, en revanche, le pourcentage des abstentions, intéressant à retenir en raison des consignes qu'avaient données le P.C.F., le P.S.U. et la Ligue communiste.

Ces résultats sont suivis du rappel des résultats du premier tour de 1969 (1er juin) et de ceux du second tour de l'élection présidentielle de 1965 (19 décembre). Nous rappelons les voix obtenues par les sept candidats, le 1er juin, pour les départements, les chefs-lieux de département et les villes de plus de 80 000 habitants. Pour les autres villes, nous nous sommes limités aux cinq premiers.

Les pourcentages sont calculés, sauf indication contraire, par rapport aux suffrages exprimés ; celui des abstentions et celui des blancs et des nuls le sont évidemment par rapport aux électeurs inscrits.

A Paris, M. Pompidou obtient ses meilleurs résultats dans les 16e, 7e et 8e arrondissements

L'abstentionnisme est, dans la capitale, avec 34,69 %, supérieur à la moyenne nationale. Au premier tour, il avait été de 23,69 %, tandis que MM. Duclos, Rocard et Krivine, qui ont recommandé l'abstention ou le vote blanc ou nul au second tour, avaient rassemblé 18,46 % des inscrits. Si les consignes des candidats du parti communiste et de l'extrême gauche avaient été suivies à la lettre, l'abstentionnisme et le vote nul auraient approché 43 % ; abstentions et vote nul représentent à Paris 37,84 % des électeurs inscrits. L'abstentionnisme est à son plus haut niveau dans le treizième (41,43 %), le dix-neuvième (40,68 %) et le vingtième (40,16 %) arrondissement, ceux-là mêmes dans lesquels M. Duclos avait obtenu ses meilleurs scores le 1er juin. En revanche, la participation a été la plus forte dans le seizième (25,32 % d'abstentions), le huitième (26,02 %) et le septième (26,64 %) arrondissement, où, précisément, M. Georges Pompidou a ses plus hauts pourcentages : 65,16 % dans le seizième, 64,79 % dans le septième et 63,69 % dans le huitième. Ces arrondissements avaient déjà été les plus favorables au candidat gaulliste dès le premier tour. Rappelons que la circonscription législative de M. Stehlin, seul député centriste de Paris — les autres sont tous U.D.R., à l'exception de M. Dominati, républicain indépendant, — est constituée d'une partie du seizième arrondissement. Le huitième avait élu M. Couve de Murville avec, pour suppléant, M. Bousquet, et le septième, M. Caldaguès. L'audience de M. Pompidou est la plus réduite dans le troisième et le onzième arrondissement, où M. Poher a obtenu 48,94 % et 47,33 % des suffrages exprimés. Le 27 avril, le « non » était à son apogée à Paris dans le troisième arrondissement avec 59,69 % des suffrages.

Par rapport aux suffrages exprimés, M. Pompidou, qui arrive en tête dans les vingt arrondissements, fait mieux que le général de Gaulle le 19 décembre 1965 dans le cinquième, le onzième, le douzième, le quatorzième, le quinzième, le dix-huitième et le vingtième arrondissement, mais surtout dans le treizième et le dix-neuvième arrondissement. Les pourcentages respectifs de l'un et de l'autre sont de 56,40 % et 50,11 % dans le treizième et de 56,43 % et 50,76 % dans le dix-neuvième. Le général de Gaulle avait, contre M. Mitterrand, rallié une plus grande proportion de suffrages que M. Pompidou le 19 décembre 1965 dans le troisième, le huitième et le neuvième arrondissement. Pour l'ensemble de Paris, le candidat gaulliste a obtenu 58,34 % des suffrages exprimés, alors que le général de Gaulle en avait recueilli 56,83 %, mais par rapport au nombre des inscrits il n'a été élu que par 36,26 % contre 45,13 % à son prédécesseur en 1965.

Partout dans la capitale, M. Poher obtient un pourcentage de voix, par rapport aux suffrages exprimés, supérieur à la somme de ceux que lui-même et M. Defferre avaient eus au premier tour. Sa progression, d'un tour à l'autre, est la plus faible dans les arrondissements les plus conservateurs (septième, huitième et seizième) et la plus forte dans les quartiers de Paris qui votent à gauche (treizième, dix-neuvième et vingtième), déjà cités pour leurs hauts niveaux d'abstentions. D'une façon générale, on peut voir que les habitants des « beaux quartiers » ont plus que les autres participé au scrutin en donnant la préférence à M. Pompidou, tandis que ceux des quartiers populaires s'abstenaient davantage ou votaient, plus qu'ailleurs, pour M. Poher.

ANDRE LAURENS.

Ins., 1 443 527 ; vot., 942 763
Abst., 500 764 (34,69 %)
Nuls, 45 423
Suf. ex., 897 340

Pompidou .... 523 517 (58,34 %)
Poher ..... 373 823 (41,65 %)

1er tour : Ins., 1 446 732 ; abst., 23,69 % ; suf. ex., 1 095 895. — Pompidou, 495 722 (45,23 %) ; Poher, 258 650 (23,60 %) ; Duclos, 203 966 (18,61 %) ; Defferre, 65 221 (5,95 %) ; Rocard, 46 906 (4,28 %) ; Krivine, 16 279 (1,48 %) ; Ducatel, 9 151 (0,83 %).
1965 : De Gaulle, 703 781 (56,83 %) ; Mitterrand, 534 574 (43,16 %).

1er arrondissement

Ins., 19 115; abst., 36,74 %
Pompidou ..... 6 908 (59,60 %)
Poher ..... 4 683 (40,40 %)

1er tour : Ins., 19 114 ; suf. ex., 13 535. — Pompidou, 6 560 ; Poher, 3 399 ; Duclos, 2 005 ; Defferre, 703 ; Rocard, 503 ; Krivine, 219 ; Ducatel, 146.
1965 : De Gaulle, 9 774 ; Mitterrand, 6 293.

2e arrondissement

Ins., 18 947; abst., 35,73 %
Pompidou ..... 6 188 (53,22 %)
Poher ..... 5 440 (46,78 %)

1er tour : Ins., 18 946 ; suf. ex., 13 829. — Pompidou, 5 767 ; Poher, 3 683 ; Duclos, 2 601 ; Defferre, 950. Rocard, 480 ; Krivine, 217 ; Ducatel, 131.
1965 : De Gaulle, 9 680 ; Mitterrand 7 414.

3e arrondissement

Ins., 30 543; abst., 37,37 %
Pompidou ..... 9 239 (51,06 %)
Poher ..... 8 856 (48,94 %)

1er tour : Ins., 30 541; suf. ex., 22 377. — Pompidou, 8 658 ; Poher, 5 690 ; Duclos, 4 675 ; Defferre, 1 790 ; Rocard, 949 ; Krivine, 391 ; Ducatel 224.
1965 : De Gaulle, 14 344 ; Mitterrand, 12 166.

4e arrondissement

Ins., 29 288; abst., 34,15 %
Pompidou ..... 10 184 (55,60 %)
Poher ..... 8 131 (44,40 %)

1er tour : Ins., 29 287; suf. ex., 22 321. — Pompidou, 9 582 ; Poher, 5 463 ; Duclos, 4 123 ; Defferre, 1 602 ; Rocard, 960 ; Krivine, 396 ; Ducatel, 195.
1965 : De Gaulle, 14 770 ; Mitterrand, 11 045.

5e arrondissement

Ins., 53 434; abst., 39,17 %
Pompidou ..... 18 351 (59,49 %)
Poher ..... 12 496 (40,51 %)

1er tour : Ins., 54 434; suf. ex., 37 219 — Pompidou, 17 048 ; Poher, 8 241 ; Duclos, 6 080 ; Defferre, 2 397 ; Rocard, 2 172 ; Krivine, 1 028 ; Ducatel, 253.
1965 : De Gaulle, 23 620 ; Mitterrand, 18 433.

6e arrondissement

Ins., 41 154; abst., 28,84 %
Pompidou ..... 17 732 (62,36 %)
Poher ..... 10 704 (37,64 %)

1er tour : Ins., 41 656 ; suf. ex., 32 249. — Pompidou, 16 427 ; Poher, 7 635 ; Duclos, 3 452 ; Defferre, 2 041 ; Rocard, 1 758 ; Krivine, 719; Ducatel, 217.
1965 : De Gaulle, 22 614 ; Mitterrand, 13 297.

7e arrondissement

Ins., 52 084; abst., 26,64 %
Pompidou ..... 24 004 (64,79 %)
Poher ..... 13 047 (35,21 %)

1er tour : Ins., 52 084; suf. ex., 40 546. — Pompidou, 22 595; Poher, 10 070; Duclos, 3 270 ; Defferre, 2 246 ; Rocard, 1 559 ; Krivine, 536 ; Ducatel, 270.
1965 : De Gaulle, 28 791 ; Mitterrand, 14 376.

8e arrondissement

Ins., 35 638; abst., 26,02 %
Pompidou ..... 16 250 (63,69 %)
Poher ..... 9 264 (36,31 %)

1er tour : Ins., 35 633; suf. ex., 27 621 — Pompidou, 15 430 ; Poher, 7 266 ; Duclos, 2 062 ; Defferre, 1 560 ; Rocard, 827 ; Krivine, 291 ; Ducatel, 185.
1965 : De Gaulle, 20 487 ; Mitterrand, 10 127.

9e arrondissement

Ins., 47 052; abst., 30,74 %
Pompidou ..... 17 780 (56,60 %)
Poher ..... 13 634 (43,40 %)

1er tour : Ins., 47 045; suf. ex., 35 782. — Pompidou, 16 812 ; Poher, 9 704; Duclos, 4 432 ; Defferre, 2 643 ; Rocard, 1 321 ; Krivine, 540 ; Ducatel, 330.
1965 : De Gaulle, 25 021 ; Mitterrand, 16 354.

10e arrondissement

Ins., 61 711 ; abst., 31,75 %
Pompidou ..... 20 884 (54,57 %)
Poher ..... 17 387 (45,43 %)

1er tour : Ins., 61 789; suf. ex., 47 190. — Pompidou, 19 842; Poher, 11 768; Duclos, 9 444; Defferre, 3 329; Rocard, 1 732 ; Krivine, 641 ; Ducatel, 434.
1965 : De Gaulle, 30 513 ; Mitterrand, 24 276.

11e arrondissement

Ins., 95 191 ; abst., 37,39 %
Pompidou ..... 29 616 (52,67 %)
Poher ..... 26 613 (47,33 %)

1er tour : Ins., 95 257; suf. ex., 72 454. — Pompidou, 28 269 ; Duclos, 18 060 ; Poher, 16 918 ; Defferre, 4 694; Rocard, 2 760; Krivine, 1 003; Ducatel, 750.
1965 : De Gaulle, 43 652 ; Mitterrand, 40 857.

12e arrondissement

Ins., 90 748 ; abst., 34,34 %
Pompidou ..... 32 348 (57,47 %)
Poher ..... 23 936 (42,53 %)

1er tour : Ins., 90 748; suf. ex., 69 530 — Pompidou, 30 818; Poher, 16 097; Duclos, 14 020 ; Defferre, 3 925 ; Rocard, 3 115 ; Krivine, 984 ; Ducatel, 571.
1965 : De Gaulle, 43 753 ; Mitterrand, 35 084.

13e arrondissement

Ins., 88 579 ; abst., 41,43 %
Pompidou ..... 27 347 (56,40 %)
Poher ..... 21 137 (43,60 %)

1er tour : Ins., 88 579; suf. ex., 66 082. — Pompidou, 25 751 ; Duclos, 17 953 ; Poher, 13 675 ; Rocard, 3 574 ; Defferre, 3 441 ; Krivine, 1 084 ; Ducatel, 604.
1965 : Mitterrand, 36 886 ; de Gaulle, 36 724.

14e arrondissement

Ins., 91 572 ; abst., 34,63 %
Pompidou ..... 33 270 (58,72 %)
Poher ..... 23 385 (41,28 %)

1er tour : Ins., 93 095 ; suf. ex., 71 245. — Pompidou, 31 967 ; Poher, 15 637 ; Duclos, 13 997 ; Defferre, 4 217 ; Rocard, 3 683; Krivine, 1 205; Ducatel, 539.
1965 : De Gaulle, 45 330 ; Mitterrand, 36 213.

15e arrondissement

Ins., 141 295 ; abst., 33,62 %
Pompidou ..... 52 802 (59,04 %)
Poher ..... 36 635 (40,96 %)

1er tour : Ins., 141 344 ; suf. ex., 107 187. — Pompidou, 49 936; Poher, 25 382 ; Duclos, 18 140 ; Defferre, 6 092; Rocard, 5 201; Krivine, 1 537; Ducatel, 899.
1965 : De Gaulle, 67 980; Mitterrand, 51 337.

16e arrondissement

Ins., 115 295 ; abst., 25,32 %
Pompidou ..... 54 583 (65,16 %)
Poher ..... 29 186 (34,84 %)

1er tour : Ins., 115 409 ; suf. ex., 90 410. — Pompidou, 51 330; Poher, 23 280 ; Duclos, 5 939 ; Defferre, 5 414 ; Rocard, 2 877 ; Krivine, 979; Ducatel, 591.
1965 : De Gaulle, 63 343 ; Mitterrand, 30 235.

17e arrondissement

Ins., 121 718 ; abst., 32,11 %
Pompidou ..... 48 503 (61,09 %)
Poher ..... 30 894 (38,91 %)

1er tour : Ins., 121 766 ; suf. ex., 91 856. — Pompidou, 46 061 ; Poher, 23 327 ; Duclos, 12 168 ; Defferre, 5 124; Rocard, 3 416; Krivine, 1 111; Ducatel, 649.
1965 : De Gaulle, 62 408 ; Mitterrand, 38 854.

18e arrondissement

Ins., 130 658 ; abst., 38,61 %
Pompidou .... 42 209 (55,64 %)
Poher ..... 33 646 (44,36 %)

1er tour : Ins., 130 648 ; suf. ex., 97 685. — Pompidou, 40 196 ; Duclos, 23 418 ; Poher, 22 565 ; Defferre, 5 359 ; Rocard, 3 912 ; Krivine, 1 390 ; Ducatel, 845.
1965 : De Gaulle, 61 118 ; Mitterrand, 53 638.

19e arrondissement

Ins., 77 396 ; abst., 40,68 %
Pompidou ..... 24 195 (56,43 %)
Poher ..... 18 683 (43,57 %)

1er tour : Ins., 77 447 ; suf. ex., 58 829. — Pompidou, 23 010 ; Duclos, 16 429 ; Poher, 12 150 ; Defferre, 3 255 ; Rocard, 2 592 ; Krivine, 851; Ducatel, 542.
1965 : De Gaulle, 34 485 ; Mitterrand, 33 441.

20e arrondissement

Ins., 101 910 ; abst., 40,16 %
Pompidou ..... 31 118 (54,42 %)
Poher ..... 26 068 (45,58 %)

1er tour : Ins., 101 310 ; suf. ex., 77 948. — Pompidou, 29 663 ; Duclos, 21 698; Poher, 16 701; Defferre, 4 439; Rocard, 3 515 ; Krivine, 1 157; Ducatel, 775.
1965 : De Gaulle, 45 374 ; Mitterrand, 44 251.

LA BANLIEUE

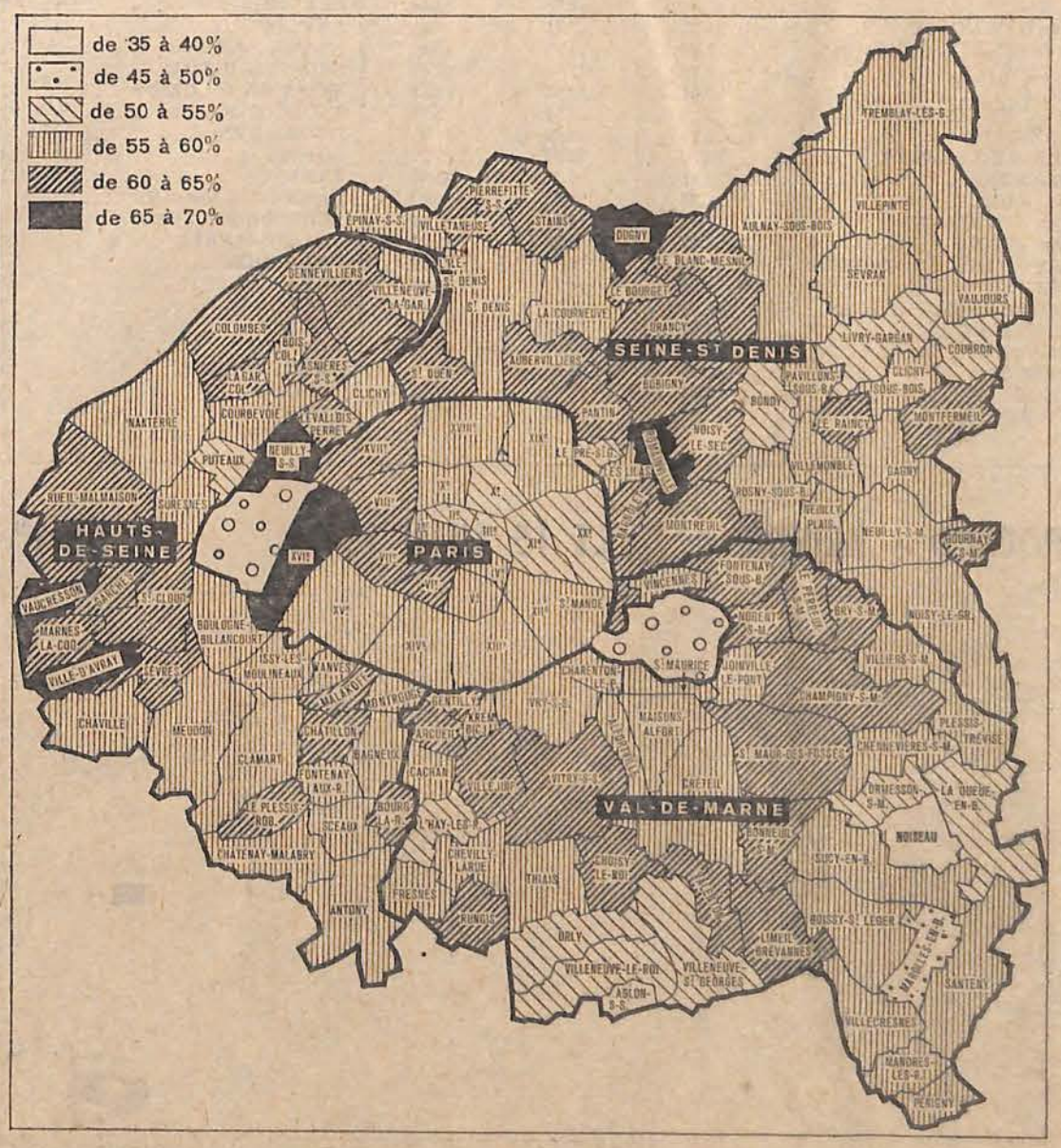
Dans les sept départements qui entourent la capitale et qui appartiennent à la région parisienne, les abstentions varient entre 31,98 % en Seine-et-Marne et 49,68 % en Seine-Saint-Denis, qui, à cet égard, se classe en tête. Le bastion communiste de la banlieue rouge avait déjà donné un maximum de suffrages au « non » le 27 avril et à M. Duclos le 1er juin. La moyenne des abstentions était de 19,70 % il y a quinze jours, et si les électeurs qui avaient voté alors pour MM. Duclos, Rocard et Krivine avaient tous suivi les consignes qui leur étaient données, elle aurait dû être d'environ 47 %.

M. Pompidou obtient 59,77 % des suffrages dans les Hauts-de-Seine et 57,02 % dans l'Essonne. La région parisienne lui a été généralement plus favorable que l'ensemble du corps électoral.

Le scrutin s'est déroulé sans incidents, malgré l'annonce par les communistes d'une surveillance étroite des bureaux de vote et la dénonciation par leurs adversaires des menaces de « pression morale » qui pouvait être exercée sur les électeurs. D'un tour à l'autre, *M. Poher a beaucoup plus progressé* que M. Pompidou. Dans plusieurs communes communistes, les voix du candidat gaulliste ont même diminué entre le 1er et le 15 juin, comme si certains de ses électeurs avaient hésité à enfreindre un mot d'ordre d'abstention qui ne les concernait pas précisément. De nombreux électeurs de gauche ont à l'évidence préféré voter pour M. Poher plutôt que de s'abstenir.

LES VOIX DE M. POMPIDOU A PARIS
et dans les départements de la "petite couronne"

(par rapport aux suffrages exprimés)



ESSONNE

Toutes les communes de l'Essonne qui avaient voté « non » au dernier référendum ont placé M. Pompidou en tête du second tour, alors qu'au premier tour Corbeil, Morsang-sur-Orge et Vigneux avaient donné l'avantage à M. Duclos. Le candidat communiste était arrivé en deuxième position dans dix des dix-huit communes du département. D'une façon générale, la progression est, dans ces localités, beaucoup plus nette pour M. Poher que pour M. Pompidou. Le candidat gaulliste perd même quelques voix à Vigneux par rapport au premier tour. A Evry, dont le maire est M. Boscher, député U.D.R., M. Pompidou obtient 57,36 % des suffrages.

Ins., 359 533 ; vot., 230 840
Abst., 128 692 (35,79 %)
Nuls, 18 219
Suf. ex., 212 621

Pompidou .... 121 244 (57,02 %)
Poher ..... 91 377 (42,97 %)

1er tour : Ins., 358 969 ; abst., 19,02 % ; suf. ex., 288 692. — Pompidou, 114 237 ; Duclos, 78 016 ; Poher, 61 475 ; Rocard, 14 617 ; Defferre, 13 135 ; Krivine, 3 879 ; Ducatel, 3 333.
1965 : De Gaulle, 135 873 (50,93 %) ; Mitterrand, 130 210 (49,06 %).

EVRY

Ins., 3 561 ; abst., 30,19 %
Pompidou, 1 313 ; Poher, 975

1er tour : Ins., 3 562 ; suf. ex., 2 875. — Pompidou, 1 214 ; Poher, 629 ; Duclos, 562 ; Rocard, 200 ; Defferre, 175 ; Krivine, 63 ; Ducatel, 32.
1965 : De Gaulle, 1 314 ; Mitterrand, 1 118.

ATHIS-MONS

Ins., 14 390 ; abst. 37,80 %
Pompidou, 4 414 ; Poher, 3 933

1er tour : Suf. ex., 11 263. — Pompidou, 4 165 ; Duclos, 3 066 ; Poher, 2 762 ; Rocard, 511 ; Defferre, 450.
1965 : Mitterrand, 5 935 ; de Gaulle, 5 823.

BRUNOY

Ins., 9 157 ; abst., 29,55 %
Pompidou, 3 501 ; Poher, 2 597

1er tour : Suf. ex., 7 360. — Pompidou, 3 312 ; Poher, 1 817 ; Duclos, 1 371 ; Defferre, 378 ; Rocard, 345.
1965 : De Gaulle, 4 244 ; Mitterrand, 3 147.

CORBEIL-ESSONNES

Ins., 17 470 ; abst., 45,94 %
Pompidou, 5 183 ; Poher, 3 574

1er tour : Suf. ex., 13 597. — Duclos, 4 921 ; Pompidou, 4 896 ; Poher, 2 507 ; Rocard, 491 ; Defferre, 459.
1965 : Mitterrand, 7 619 ; de Gaulle, 6 419.

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER

WASHINGTON : une succession sans heurt apparent

De notre correspondant particulier ALAIN CLÉMENT

Washington, 16 juin. — *La Maison Blanche n'avait parié ni sur l'un ni sur l'autre des candidats, mais il est vraisemblable que la victoire de M. Pompidou ne l'a pas prise de court, pas plus qu'elle ne l'aura consternée. Les vétérans de l'intégration atlantique auront pu éprouver durant la campagne électorale (suivie, au demeurant, avec indifférence par l'opinion américaine) plus de sympathie pour M. Poher. C'est affaire de cœur et de nostalgie. Pour M. Nixon, qui avait tant investi dans la réconciliation américano-gaulliste au cours de son récent voyage en Europe, il n'est certainement pas mauvais que la succession présidentielle s'opère sans heurt apparent, et dans la ligne tracée par les entretiens de Paris.*

TÉLÉGRAMME DE FÉLICITATIONS DU PRÉSIDENT NIXON

Washington, 16 juin (Reuter). — Le président Nixon a envoyé à M. Pompidou un télégramme de félicitations, dont le texte sera sans doute divulgué dans la journée de lundi. On croit savoir que, dans son message, M. Nixon exprime le désir de collaborer avec le nouveau président et l'espoir d'une amélioration accrue dans les relations franco-américaines.

On envisage la possibilité à Washington que M. Nixon invite M. Pompidou à venir le voir aux Etats-Unis à la place du général de Gaulle, qui devait s'y rendre au début de l'année prochaine.

La visite du nouveau président aux Etats-Unis

Si rien ne presse encore, il n'est pas trop tôt pour se demander quand le nouveau président rendra au président Nixon la visite officielle que lui devait son prédécesseur. Ce ne sera sans doute pas cette année, car s'il s'agit de traiter de l'ensemble des rapports entre les Etats-Unis et l'Europe, il va de soi que les premiers souhaitent être fixés à ce moment-là sur la composition et l'orientation du gouvernement allemand qui sortira des urnes en septembre. De toute façon, le général de Gaulle n'était pas attendu dans la capitale américaine avant janvier ou février et il est à penser que M. Pompidou ne bousculera pas le calendrier de son prédécesseur.

Qu'il s'agisse de la situation monétaire ou des conséquences que pourrait entraîner un renouvellement boiteux des accords de compensation en devises pour le stationnement des troupes américaines en Allemagne (dont la discussion traîne depuis des mois), les questions financières ne seront pas absentes des futures conversations entre les deux pays. Quelle place y tiendront-elles ? Cela dépendra des événements plus que des hommes, car si la tournée européenne de M. Nixon a été marquée par une volonté de conciliation, il serait exagéré de conclure à l'existence d'une politique nouvelle. Depuis cinq mois qu'il est au pouvoir, et que l'on parle de l'Europe ou d'autres questions, M. Nixon a procédé par retouches et tâtonnements, dans un climat de clair-obscur plus que par coups de barre en pleine lumière. C'est une attitude qui n'exclut pas le travail en profondeur, et qui lui vaut temporairement la confiance passive de ses compatriotes, mais qui peut également, à la longue, l'exposer aux aléas d'un immobilisme trop savant. L'Europe se présente à cet égard comme un test de cette politique de la voie médiane que cherche à appliquer M. Nixon. Un engagement inconditionnel n'y est plus de mise (et le Congrès y veille désormais jalousement), en dépit de la lettre du pacte atlantique, mais la négligence, ou un retrait effectué dans des conditions qui compromettraient la « crédibilité » de la puissance américaine, ne sont pas non plus de saison pour les experts de la Maison Blanche. Reste à faire ce qui n'a pas encore été tenté sérieusement sinon en paroles : une coopération non militaire, active et multilatérale, fructueuse pour tous les participants.

J. T.

OTTAWA : espoir de relations moins tendues.

(De notre corresp. particulier.)

Montréal, 16 juin. — Malgré le silence officiel, Ottawa espère que l'élection d'un nouveau président permettra d'établir des rapports moins tendus entre le Canada et la France. Le gouvernement fédéral déplorait que Paris seconde les efforts du Québec en quête d'une personnalité internationale en faisant inviter ses dirigeants à des conférences internationales. Dans la province francophone, la retraite du général de Gaulle avait soulevé une certaine appréhension sur l'avenir des relations Paris-Québec. Des assurances avaient cependant été données, tant par le camp de M. Pompidou que par celui de M. Poher, dont plusieurs collaborateurs connaissent parfaitement le dossier québécois. L'élection de M. Pompidou est cependant accueillie avec satisfaction puisqu'elle permettra, dans l'ensemble, de poursuivre avec les mêmes hommes le rapprochement amorcé depuis 1965. On espère enfin dans la capitale provinciale que la collaboration avec Paris pourra, sous l'impulsion d'un homme porté à l'action concrète, s'étendre aux domaines économiques et financiers, jusqu'ici un peu négligés.

J. T.

LONDRES : volonté confirmée d'adhérer au Marché commun

De notre corresp. partic. HENRI PIERRE

Londres, 16 juin. — Les Britanniques accueillent avec un préjugé favorable le nouveau président de la République. Mais leur jugement définitif sera, pour une large part, déterminé par l'attitude que M. Pompidou prendra à l'égard de l'Europe, et, plus particulièrement, vis-à-vis de la candidature britannique au Marché commun. Certains, sans doute, auraient préféré l'élection de M. Poher, mais, avec réalisme, ils concèdent que M. Pompidou sera un interlocuteur plus « valable » du fait qu'il aura derrière lui une majorité solide et cohérente au Parlement. On espère maintenant que le nouveau président fera connaître au plus tôt ses véritables intentions quant à l'élargissement de la Communauté des Six, d'autant plus que ses déclarations, pendant la campagne électorale, ont été jugées souvent ambiguës, et que les plus récentes d'entre elles semblaient marquer un retour à l'orthodoxie gaulliste en matière européenne.

L'intérêt porté par les Britanniques à l'attitude de M. Pompidou sur l'Europe ne pouvait être mieux mis en lumière que par l'initiative assez extraordinaire — en tout cas inattendue — prise par le Foreign Office dans la soirée de dimanche. Dès que les premiers résultats furent connus, un porte-parole fit une déclaration exprimant l'espoir qu'il serait « *possible d'établir des relations étroites et amicales avec le nouveau président et le nouveau gouvernement français* ». L'absence de tout commentaire britannique pendant la campagne électorale ne signifiait nullement, ajoute la déclaration, « *un affaiblissement de la détermination du gouvernement anglais d'entrer au plus tôt dans les Communautés européennes comme membre à part entière* ».

Sans doute admet-on à Londres que M. Pompidou doit faire face à de difficiles problèmes économiques et sociaux, auxquels il doit donner la priorité, mais, comme le souligne la déclaration du Foreign Office, « *on espère que le gouvernement considérera la candidature britannique au Marché commun comme un des problèmes les plus urgents à son ordre du jour (...).*

» *L'élargissement de la Communauté présente pour nous des possibilités tout comme il pose des problèmes, mais ceux-ci ne pourront être évalués et résolus que dans des négociations. c'est pourquoi nous désirons voir ces négociations s'ouvrir le plus rapidement possible* », a encore déclaré le porte-parole.

Lord Chalfont, le ministre chargé des affaires européennes, qui se rend lundi à Paris pour la réunion de l'assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.) ne perdrait pas une minute pour commencer à sonder les intentions françaises. Dans l'ensemble, les Britanniques voient dans l'élection de M. Pompidou la fin d'une longue période d'attente, et, sans doute, celle de ce qu'ils appelaient le « *veto gaulliste* » systématique.

PRETORIA : satisfaction.

Pretoria, 16 juin *(A.F.P.)*. — Les milieux politiques sud-africains sont soulagés et satisfaits de l'élection de M. Pompidou pour des raisons qui tiennent au fait que l'Afrique du Sud est le troisième marché au monde pour l'armement français d'une part, et le premier producteur d'or du monde « *libre* » d'autre part.

On attend avec impatience dans les milieux financiers que M. Pompidou confirme qu'il entend défendre, avec la même énergie que le général de Gaulle, la primauté de l'or comme base fondamentale du système monétaire international.

M. Alain Poher ayant laissé entendre qu'il adopterait à ce sujet la position des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne et interdirait les livraisons d'armes à Pretoria, la prudence de M. Pompidou avait en effet été interprétée comme la confirmation que les ventes d'armes françaises à l'Afrique du Sud seraient poursuivies en cas d'accession à la présidence de l'ancien premier ministre.

BRUXELLES : confiance dans le désir d'« ouverture » du nouveau président

(De notre corr. particulier.)

Bruxelles, 16 juin. — Dans les milieux officiels on se félicite. On estime généralement que la stabilité du régime est assurée, que le nouveau président de la République donnera à la politique étrangère française une orientation plus européenne. C'est d'ailleurs le commentaire de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Spaak, qui séjourne en ce moment à Hongkong, et la conclusion de la plupart des journaux belges.

Pour *la Cité* (démocrate-chrétien) : « *Les choses sérieuses commencent. M. Pompidou peut s'installer dans sa majorité, mais, s'il est dynamique, il pratiquera une politique d'ouverture à gauche. Il en a les moyens.* »

Le Soir (indépendant) : « *M. Pompidou avait pris une série d'engagements : plus grand libéralisme à l'intérieur, plus grande ouverture à l'extérieur. On ne peut douter de sa volonté de réaliser ses promesses.* »

De Nieuwe Gids (démocrate-chrétien) : « *M. Pompidou ne pourra ignorer les voix qui se sont portées sur M. Poher. De Gaulle aurait pu se le permettre, mais M. Pompidou n'a ni la même autorité ni le même magnétisme.* »

La Libre Belgique (catholique) : « *Après le général de Gaulle, M. Pompidou, « Pompon », peut paraître dérisoire aux yeux des hommes romanesques. Mais pour les autres il sera l'image correcte du Français moyen dont ce bon M. Poher est seulement la caricature.* »

La Wallonie (socialiste) : « *La gauche française, après le deuxième tour bien plus encore qu'après le premier, est divisée, morcelée, écartelée, éparpillée. Il y a dans l'opposition française un vide dangereux. C'est ce vide qui est dramatique et non l'élection d'un homme qu'on sait lié au capital et aux aventures politiques.* »

LA HAYE : la politique française ne changera guère dans l'immédiat

(De notre corr. particulier.)

La Haye, 16 juin. — La victoire de M. Pompidou n'a pas été une surprise aux Pays-Bas, mais elle aura été une déception pour certains, qui auraient préféré voir la rondeur rassurante de M. Poher succéder au style de la grandeur gaulliste, qui a créé ici bien des rancœurs. En vérité, les responsables se rendent compte combien la fermeté des positions de la France a souvent été invoquée comme un alibi pour ceux de ses partenaires que gênaient certaines échéances. Cela a même été dit par le premier ministre à la télévision.

Les difficultés que les Hollandais ont actuellement avec les Britanniques pour la fabrication d'un intercepteur et pour la production d'uranium enrichi par le procédé de l'hydrocentrifugation montrent que l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, dont ils se sont faits les champions, ne fera pas disparaître tous les problèmes qu'on accuse un peu facilement la France de rendre insolubles. A ce sujet, le *Volkskrant* (catholique de gauche) de lundi fait état des craintes des socialistes hollandais de voir la création d'une force atomique européenne dirigée par Paris, Bonn et Londres à la suite de la nomination du nouveau président de la République française.

M. Luns, ministre des affaires étrangères, a indiqué que s'il espérait désormais plus de souplesse dans la politique française, il n'en attendait pas un changement radical immédiat. Il a répété son désir de voir, lors d'une prochaine réunion des ministres de la Communauté européenne, formuler une déclaration d'intention des Six sur l'ouverture de négociations concernant la candidature britannique au Marché commun.

J. F.-F.

AL AHRAM (Le Caire) : pas de changement radical dans la politique à l'égard du Moyen-Orient.

Le Caire, 16 juin *(A.F.P.)*. — Des groupes de pression sionistes ont tenté de soutirer aux candidats la promesse de réviser la position du général de Gaulle à l'égard de la crise du Moyen-Orient, écrit l'officieux *Al Ahram*.

Cependant, les sionistes ont oublié, poursuit le journal, que l'attitude de la France vis-à-vis du Moyen-Orient ne dépend pas du bon plaisir d'un président, mais des intérêts de la France et de la tradition bien ancrée des rapports franco-arabes.

Aucun président ne pourrait, de ce fait, modifier radicalement cette attitude, car la question dépasse de beaucoup les promesses faites au cours d'une campagne électorale, ajoute *Al Ahram*. Nous ne pouvons pas prévoir ce que cache l'avenir, mais il semble difficile que la France abandonne une politique qui lui a rendu un prestige conforme à ses traditions historiques, conclut le quotidien cairote.

BONN : oublier certains aspects « germanophobes » de la campagne

(De notre corr. particulier.)

Bonn, 16 juin. — Déçu dans ses espérances, le Bonn officiel, dont les préférences allaient à M. Poher, s'était enveloppé entre le premier et le deuxième tour des élections présidentielles françaises dans un sage silence. Le porte-parole du gouvernement fédéral s'est contenté de rappeler dimanche soir les mérites de M. Pompidou dans la collaboration franco-allemande.

En fait, certains arguments employés avant le premier tour et plus encore au cours de la campagne du second tour, notamment dans le camp gaulliste, ont été relevés ici. L'agence D.P.A. a publié vendredi une dépêche sur un discours du secrétaire d'Etat à l'économie, M. Jacques Chirac, invitant les Français à voter Pompidou s'ils ne voulaient pas d'un « *Gross Deutschland* ». L'hebdomadaire *Welt am Sonntag* (chaîne Springer) a observé dimanche que « *comme Pompidou avait attaqué vivement Poher à cause de sa proposition d'une « force atomique européenne »*, le candidat centriste avait dû lui donné l'assurance qu'il « *était contre des armes atomiques dans des mains allemandes* ».

A ce propos, le *General Anziger* (libéral de Bonn) écrit lundi matin : « *Il devrait être établi qu'après une période de grandeur et de nationalisme exacerbé, les horloges de la France, aujourd'hui ou demain, seront de nouveau réglées sur le temps d'Europe centrale. En République fédérale, il est permis d'espérer que les mauvaises humeurs de la campagne électorale seront oubliées, en particulier ce texte d'un placard gaulliste : « Bonn » vote Poher, Paris vote Pom» pidou. » Les secrètes sympathies de beaucoup d'Allemands pour l'Européen Poher ne constituaient pas une immixion. Qu'en République fédérale le changement à l'Elysée soit lié à l'attente d'une Communauté européenne élargie ne doit cependant pas être passé sous silence.* »

Die Welt (chaîne Springer) et la *Frankfurter Allgemeine* (proche des milieux d'affaires) sont plus prudents. Sous la signature de son ancien correspondant à Paris, M. Lothar Ruehl, *Die Welt* écrit : « *M. Georges Pompidou a fait beaucoup de promesses. Il ne pourra ni ne voudra les tenir toutes. Mais le représentant d'un conservatisme national et d'une attitude libérale changera la substance du gaullisme. Pompidou, comme il l'a fait lui-même ressortir, n'est pas le successeur de de Gaulle, mais dans le meilleur cas son héritier.* »

Sous le titre « *Le dauphin a gagné* », la *Bonner Rundschau* (proche de l'Union chrétienne-démocrate) écrit : « *La France a, certes, envoyé le général dans le désert le 27 avril, mais elle ne voulait pas pour autant en finir avec un régime qui lui avait apporté enfin la stabilité d'une démocratie moderne après les nombreuses années d'une république lamentable. L'homme qui aujourd'hui incarne cette démocratie pour les citoyens français est Georges Pompidou (...). La fin du régime autoritaire de de Gaulle n'a pas libéré de troisième force. Cette troisième force va retomber maintenant dans l'insignifiance qu'elle avait dû déjà connaître après la défaite de Lecanuet en 1965. Ses meilleurs éléments, incarnés par les noms de Giscard d'Estaing et de Duhamel, le savaient avant le 1er juin. Ils représentent maintenant la garantie que la majorité gaulliste pourra être réformée de l'intérieur.* »

R. D.

BELGRADE : la France veut maintenir les positions fondamentales du général de Gaulle

(De notre corr. particulier.)

Belgrade, 16 juin. — L'ensemble de la presse de lundi matin annonce sur plusieurs colonnes en première page l'élection de M. Georges Pompidou. « *La victoire est revenue au candidat qui avait toutes les chances*, écrit notamment *Politika*. *Son adversaire, qui s'était lancé dans la course malgré lui et s'est maintenu au second tour contre le souhait de certains de ses partisans les plus proches, a été battu. Les analyses ultérieures montreront le vrai sens du succès de Pompidou et de l'insuccès de ses adversaires, y compris les partis politiques qui avaient prôné l'abstention. Pour le moment, un fait est acquis : le nouveau chef de l'Etat a tous les droits et tous les devoirs qui reviennent à celui qui a été élu par tous les Français.* »

Selon les correspondants parisiens des journaux belgradois, les électeurs français se sont prononcés une nouvelle fois pour la stabilité à l'intérieur et l'indépendance à l'extérieur. Ils ont exprimé ainsi le vœu de voir maintenues les positions fondamentales édifiées au cours de plus d'une décennie par le général de Gaulle et c'est là une réalité de la haute importance qui « *renforcera la confiance dans le rôle de la France dans le monde contemporain* ».

« *Pompidou a gagné*, écrit *Politika*, *en restant fidèle aux principes fondamentaux du gaullisme et à la politique du général de Gaulle. Sans avoir la prétention d'imiter son grand prédécesseur qui fut et reste une figure historique, son intention est de maintenir le gaullisme sans de Gaulle. Ce gaullisme d'aujourd'hui ne sera certes pas celui d'hier. Il n'empêche que le slogan lancé par Pompidou au cours de la campagne électorale — fidélité et ouverture — a été adopté par la majorité des Français.* »

P. Y.

JÉRUSALEM : espoir d'une reprise du dialogue franco-israélien.

(De notre correspondant particulier.)

Jérusalem, 16 juin. — Si les milieux officiels se gardent de formuler un commentaire sur l'élection présidentielle française, la presse, en revanche, lui consacre de nombreux éditoriaux.

Dans les milieux politiques, on espère une reprise du dialogue franco-israélien, interrompu il y a deux ans par le général de Gaulle, mais on ne s'attend pas à une évolution spectaculaire. Pour le grand public, l'échec de M. Alain Poher constitue une assez vive déception, car le candidat centriste représentait, à ses yeux, la certitude d'une rupture totale avec la politique du général de Gaulle.

Le « Davar », organe des syndicats, rappelle, comme tous ses confrères, les promesses de M. Pompidou, mais estime que le successeur du général de Gaulle devra être jugé sur ses actes. « Nous attendons de la France de M. Pompidou, écrit le « Davar », une attitude honnête qui défendra les intérêts de la France sans nuire à ceux d'Israël. »

Pour l'indépendant « Haaretz », le réalisme politique de M. Pompidou lui permettra d'éviter les erreurs de son prédécesseur. Le Moyen-Orient, note le journal, n'a pas occupé une place importante dans la campagne électorale, et les deux concurrents ne se sont jamais exprimés catégoriquement à ce sujet, notamment sur l'embargo frappant Israël. « Haaretz » estime qu'il ne faut pas s'attendre à un changement radical de l'attitude française face aux problèmes du Moyen-Orient.

NEW YORK TIMES (indépendant) : la France n'en a pas moins opté pour une politique du centre.

« La victoire impressionnante de Georges Pompidou promet à la France d'être dirigée pour encore quatre années par les partisans du général de Gaulle, le dirigeant que la nation a répudié en avril...

» Pourtant, cela ne signifie pas forcément que la France a voté pour le pouvoir gaulliste. Tant ses liens avec le général de Gaulle que ce qui le sépare de lui ont aidé M. Pompidou à se faire élire.

» Ses partisans attendront de lui qu'il gouverne selon son propre style pragmatique et modéré. Pour les affaires étrangères, M. Pompidou sera peut-être plus lent et plus prudent à changer la politique de de Gaulle, mais rares sont ceux qui doutent qu'il le fera.

» En rejetant le candidat du centre, la France n'en a pas moins opté pour une politique du centre. Avec M. Pompidou, l'avenir gaulliste ressemblera peut-être davantage à un pohérisme sans Poher, qu'à un gaullisme sans de Gaulle. »

● *Le chancelier Kiesinger se rendra en visite officielle à Washington* les 23 et 24 juillet prochains. — *(A.F.P.)*

COLLÈGE DU LEMAN
VERSOIX - GENÈVE

Ecole internationale pour filles et garçons
Internat — Externat
Classes primaires et secondaires
Préparation au baccalauréat type A, C, D. Ecole de langues.
Maturité fédérale suisse.

COURS DE VACANCES JUILLET - AOUT.

Renseignements : Collège du Léman, Versoix (Suisse)

Le directeur recevra à Paris, Hôtel Bristol, les 16 et 17 juin, ainsi que les 1er, 2 et 3 juillet 1969

service quotidien
PARIS AMSTERDAM PARIS HELSINKI
3 fois par semaine
mercredi vendredi dimanche
PARIS HAMBOURG
en Super Caravelle
liaisons pratiques pour BERLIN COPENHAGUE GÖTEBORG LENINGRAD MALAGA et MOSCOU
FINNAIR
11 rue Auber - Paris 9e
RÉSERVATIONS : Tél. 742-35-11
et toutes les Agences de Voyages

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE (à envoyer à FINNAIR)
NOM PROFESSION
ADRESSE

LES RÉACTIONS

LES DÉCLARATIONS DES PARTISANS DU NOUVEAU PRÉSIDENT

Les membres du gouvernement

M. COUVE DE MURVILLE : l'intérêt du pays est qu'il réussisse.

« Le peuple français a élu aujourd'hui le nouveau président de la République. Comme il était prévu depuis le premier tour, c'est M. Georges Pompidou qui est désigné. Au moment où vient d'être prise cette décision solennelle, instinctivement deux pensées s'imposent à l'esprit, deux pensées qui sont d'ailleurs inséparables : celle de la France et celle du général de Gaulle, le général de Gaulle dont le départ anticipé a créé une situation dont nous ne mesurerons que progressivement les conséquences.

» Je crois qu'il est trop tôt encore pour que les Français aient pu comprendre tout ce qu'impliquait cet événement capital, même s'ils savent bien ce que le général de Gaulle a fait ou représenté pendant trente ans de notre histoire.

» Pour la France, c'est une nouvelle étape qui commence de notre destin national comme chaque fois que les Français, par leur vote, ont pris pour elle une décision majeure. C'est un nouveau septennat qui commence. M. Georges Pompidou va avoir pendant toute cette période, c'est ce que le peuple a démocratiquement décidé, la responsabilité essentielle dans la conduite des affaires de l'Etat.

» L'élection est maintenant passée, les candidats disparaissent. Il reste un élu qui est désormais pour chacun d'entre nous son président. Autour de lui, nous devons nous rassembler. L'intérêt du pays commande, en effet, qu'il réussisse dans la grande tâche que le peuple lui a confiée. Nous devons tous y contribuer, et d'abord en lui confirmant ou en lui apportant notre confiance. Elle lui est indispensable pour lui permettre de faire face aux responsabilités immenses qui sont maintenant les siennes.

» Vive la République ! Vive la France ! »

M. MAURICE SCHUMANN : deux ou trois courants politiques ?

« Je ne crois pas qu'on puisse dire qu'il y a trois courants politiques.

» Il y a d'une part un courant communiste, incontestable. D'autre part, un courant majoritaire : celui qui s'est affermi au premier tour et plus nettement au second tour de l'élection présidentielle.

» Il y a un troisième courant qui se compose de huit millions de Français, tous éminemment respectables, je n'ai pas besoin de le dire, mais qui n'ont été d'accord aujourd'hui que sur leur hostilité envers Georges Pompidou. Reviendront-ils sur cette hostilité ? Pour beaucoup d'entre eux, je l'espère profondément. J'ajoute que le message adressé par M. Alain Poher à M. Georges Pompidou peut même autoriser l'espoir qu'un jour M. Poher lui-même ne sera pas insensible à cette logique profonde de la vie politique française. »

Mlle DIENESCH : un espoir pour l'expansion.

« Ce scrutin répond à nos vœux et à nos prévisions. La population a agi avec conscience. Je pense qu'elle a manifesté clairement qu'elle voulait une large majorité, une majorité cohérente. Elle a également manifesté son désir de voir une ouverture. Elle confirme en cela l'action que mes amis républicains populaires et centristes ont toujours menée jusqu'ici. Ils sont récompensés de la campagne qu'ils ont menée. Et ce résultat peut être le gage d'un succès pour l'avenir et pour une ouverture nécessaire. Il y a là un espoir pour l'expansion du pays. »

M. OLIVIER GUICHARD : les consignes du P.C. ont été peu suivies.

« Cette fois-ci, les prévisions étaient relativement justes. Les consignes du parti communiste ont été fort peu suivies, si je prends comme exemple nos communes rurales, et vous m'excuserez de parler de la mienne, où les voix communistes et socialistes du premier tour se sont portées sur M. Poher.

» Ce n'est pas un regret que j'exprime, au contraire. J'aime mieux que les résultats soient acquis comme cela. »

M. GALLEY : au travail !

« Il est hors de doute que ce résultat est celui du bon sens de la majorité du peuple français, qui a voulu choisir le candidat national d'une part et celui qui, d'autre part, était le mieux préparé pour affronter les dures épreuves qui nous attendent.

» Nous n'avons plus qu'à nous mettre au travail, tous ceux de la majorité qui avons axé notre campagne sur l'ouverture, ouverture qui doit se concrétiser dans les jours à venir et qui renforcera la position de la majorité. »

M. MARCELLIN : une grande partie des voix gagnées par M. Poher ne peut provenir que de l'extrême gauche.

Après avoir donné connaissance des résultats globaux pour la métropole, deux départements (la Réunion et la Guyane) et un territoire d'outre-mer (Wallis et Futuna), M. Marcellin a déclaré, peu après minuit :

« M. Georges Pompidou sort victorieux de cette élection nationale.

» Elu président de la République pour sept ans, il prendra officiellement ses fonctions de chef de l'Etat le 20 juin, c'est-à-dire vendredi prochain, date à laquelle la mission du président intérimaire, son concurrent malheureux, prendra fin.

» La campagne active d'abstention menée par le parti communiste, le P.S.U. et les groupes gauchistes est loin d'avoir répondu à l'espoir de ses instigateurs.

» En effet, le pourcentage des abstentions est seulement de 8,57 % de plus qu'au premier tour.

» Mais il convient de préciser, pour être complet, que le pourcentage des bulletins blancs et nuls est passé de 1 % au premier tour à 5,47 % au deuxième tour.

» Or les groupements politiques partisans de l'abstention représentaient près de 20 % des inscrits.

» Quant à la répartition des voix entre les deux candidats, un seul fait notable est à signaler. M. Alain Poher, qui avait obtenu 5 268 417 voix au premier tour, en totalise au second tour 7 millions 895 821, soit une augmentation de 2 627 404, dont une grande partie ne peut provenir à l'évidence que de l'extrême gauche.

» Un mois et demi de campagne présidentielle, précédée d'une longue campagne référendaire, se déroulant, l'une et l'autre, dans le calme, ont démontré l'impartialité de l'appareil de l'Etat et apporte la preuve du bon fonctionnement des institutions démocratiques de la Ve République. »

M. ROBERT BOULIN : une large participation dans les campagnes.

« En tant que ministre de l'agriculture, je suis très frappé par la très large participation électorale dans les campagnes. Je vois que les mots d'ordre qui ont été donnés, en particulier par le parti communiste, n'ont pas été suivis dans les campagnes et qu'il y a eu une très large proportion d'électeurs qui se sont portés sur Georges Pompidou.

» Ainsi, la stabilité des institutions de la Ve République est confirmée et permettra au président de la République de poursuivre la politique de stabilité, de progrès et de paix, qui me paraît essentielle dans la période à venir. »

M. ANDRÉ BORD : stabilité et efficacité.

« Georges Pompidou devient président de la République, et nul mieux que lui, après le général de Gaulle, ne peut illustrer les caractères fondamentaux de nos institutions : la stabilité et l'efficacité pour le progrès.

» Malgré les mots d'ordre d'abstention d'un parti qui a voulu tourner le dos au suffrage universel et malgré la campagne d'adversaires qui n'ont pas craint de provoquer la confusion et la division dans les esprits, le succès de M. Georges Pompidou est suffisamment net pour qu'à présent on puisse dire que ce succès est celui de tous les Français. »

M. MICHEL DEBRÉ : la continuité de la politique étrangère.

« M. Pompidou va donc être le prochain président de la République. Tous les Français peuvent s'en réjouir. La France a un président de la République et il est indispensable que l'ensemble des Français voient l'avenir avec confiance.

» En ma qualité de ministre des affaires étrangères, je me suis réjoui de voir que M. Pompidou affirmait la continuité de la politique étrangère de la France, ce qui est capital.

» En ce qui concerne la politique intérieure, l'Assemblée nationale dispose d'une majorité cohérente sur laquelle le gouvernement que M. Pompidou constituera dans quelques jours pourra s'appuyer... »

LE GÉNÉRAL ET Mme DE GAULLE REGAGNERONT LA FRANCE JEUDI.

Dublin, 16 juin (A.F.P.). — **Avant de regagner la France jeudi, le général et Mme de Gaulle séjourneront pendant quarante-huit heures au palais présidentiel de Dublin, où ils seront les hôtes du président de Valera. C'est dans la capitale irlandaise que l'ancien chef de l'Etat passera la journée du 18 juin. Il sera, ce jour-là, l'hôte à déjeuner de l'ambassadeur de France, M. Emmanuel d'Harcourt, et le soir le président irlandais offrira un dîner officiel en son honneur. Le général et Mme de Gaulle quitteront Dublin dans l'après-midi du 19 juin pour regagner la France, après quarante jours exactement d'exil volontaire. A cette occasion, comme pour leur arrivée, un Mystère du groupe de liaisons aériennes ministérielles sera mis à leur disposition.**

Les centristes

M. RENÉ PLEVEN : le pourcentage a peu d'importance.

« Je suis naturellement satisfait du succès de M. Georges Pompidou. Je vous avoue que j'attache moins d'importance au pourcentage, car il porte sur un nombre très différent de votants de ceux de la dernière fois. Ce qui est important pour M. Pompidou, c'est qu'il ait un nombre de voix qui soit supérieur à la moitié des suffrages exprimés au premier tour, quand il n'y avait pas de consignes d'abstention. »

Analysant le pourcentage des abstentions, M. René Pleven a affirmé que les consignes d'abstention données par MM. Duclos et Rocard avaient été « refusées par une proportion importante d'électeurs ».

M. JOSEPH FONTANET : la place du centre est bien dans la majorité.

« Ces résultats m'inspirent deux réflexions. La première, c'est qu'un mois et demi après le rejet du référendum du 27 avril une large majorité du corps électoral a approuvé la politique d'ouverture et de novation voulue par Georges Pompidou et qu'ainsi les Français sont devenus eux-mêmes les garants de la réalisation de cette politique. La seconde est que les événements ont démontré que la place du centre est bien dans la majorité élargie et transformée qui s'est constituée à l'occasion de ces élections présidentielles et qui va se transformer en majorité de gouvernement.

» Je pense que, plus le courant centriste se regroupera dans la nouvelle majorité, plus il pèsera efficacement en faveur du libéralisme politique, du progrès social et de la marche vers l'Europe, que sa vocation est de promouvoir. »

M. JACQUES DUHAMEL : c'est un point de départ.

« M. Georges Pompidou est désormais président de la République. Il est élu dans des conditions qui lui donnent l'autorité voulue pour exercer le mandat de représenter tous les Français et de représenter la France.

» A l'examen des chiffres, tout le monde aura fait deux constatations : 1) les abstentions ont été moins nombreuses que prévu, c'est-à-dire que les consignes données en ce sens n'ont pas été pleinement suivies. Beaucoup de Français, quelle que soit leur opinion, ont tenu à marquer leur engagement de citoyen.

» Les voix supplémentaires obtenues par M. Pompidou au second tour par rapport au premier lui viennent essentiellement de ceux qui, au centre, ont compris entre les deux tours les raisons de notre choix et mesuré le sens de l'ouverture proposée par M. Pompidou.

» Mais l'élection du président de la République n'est pas un aboutissement, elle est un point de départ. Une phase nouvelle de la politique française s'ouvre. Elle exige de mobiliser les énergies de tous les Français pour accomplir avec sérieux et détermination et dans l'esprit nouveau qu'il a défini les tâches fixées au cours de sa campagne par M. Georges Pompidou, aujourd'hui élu président de la République. »

M. ANTOINE PINAY : une tâche difficile attend le gouvernement.

« Ce résultat ne me surprend pas. Je me réjouis de voir l'agitation de la période électorale enfin terminée. J'ai espoir que le gouvernement sera rapidement constitué pour pouvoir s'atteler à la tâche difficile qui l'attend. »

Dirigeants U.D.R. et républicains indépendants

M. JACQUES CHABAN-DELMAS : réconciliation et union.

« Par sa netteté et aussi par l'échec de la manœuvre de désertion des urnes, l'élection à la présidence de la République de M. Georges Pompidou va assurer la poursuite de l'œuvre du général de Gaulle, en permettant à la France d'être gouvernée sous l'autorité d'un chef d'Etat véritable, dont la volonté de réconciliation va entraîner l'union du peuple français pour l'accomplissement de son destin.

» Seuls seront exclus de la communauté nationale ceux qui s'en excluront d'eux-mêmes, soit en refusant les institutions de la Ve République, soit en préférant la révolution aux réformes. »

M. ALAIN PEYREFITTE : le régime pourra s'ouvrir et s'enraciner.

« La Ve République, gravement menacée par les résultats du référendum du 27 avril, est consacrée par le scrutin du 15 juin. L'élection de M. Poher, en raison de la nature des oppositions qui s'étaient coalisées sur son nom, aurait signifié le retour à la IVe République. L'élection de M. Pompidou manifeste que les Français sont attachés au maintien du régime.

» De la longue bataille qui s'est engagée au début de février dernier, les institutions sortent confirmées alors qu'elles auraient été rapidement remises en cause. L'Assemblée nationale élue en juin dernier est en fait reconduite, parce qu'elle aurait été bientôt dissoute. La majorité va s'élargir tandis qu'elle se serait probablement rétrécie. Le régime a survécu au départ de l'homme qui l'a fondé. Il pourra maintenant à la fois s'ouvrir et s'enraciner. »

M. LOUIS JOXE : un homme d'expérience et de capacité.

« Ce qui se trouve confirmé et renforcé, c'est le cadre des institutions de la Ve République. Non seulement ses institutions, mais ses méthodes et la constitution d'une majorité compacte ainsi que l'a voulu le général de Gaulle, face à des alliances passagères arbitrées par les extrémistes, ce qui était la méthode de la IVe République.

» Il faut d'ailleurs admettre que c'est un homme d'expérience et de capacité, un homme concret que les Français ont entendu engager pour remplir cette mission de chef d'Etat. »

M. JEAN CHARBONNEL : un échec du P.C.

« Je crois que nous pouvons considérer ce scrutin comme un signe d'une maturité et d'une honnêteté politique profonde du peuple français.

» C'est la victoire d'un homme, mais aussi la victoire d'un régime, car ce qui est en train de se faire, c'est la succession du général de Gaulle. Cette sucession, hélas ! pour nous tous, nous l'avons vu s'ouvrir beaucoup plus tôt que nous ne l'avions prévu.

» Nous devons constater que le général de Gaulle sera remplacé par un homme élu dans des conditions exemplaires de démocratie par le peuple français. Cette épreuve aurait pu être faussée si les consignes lancées en particulier par le parti communiste et quelques autres pour l'abstention avaient été suivies : nous devons constater qu'un nombre très important de suffrages se sont exprimés.

» C'est donc un échec du parti communiste et un échec d'autant plus fort qu'un nombre appréciable de votes communistes, pas de votes de membres du parti, mais de votes populaires, se sont portés sur M. Georges Pompidou. »

● L'ASSOCIATION NATIONALE POUR LE SOUTIEN DE L'ACTION DU GENERAL DE GAULLE « constate que les Français, en votant pour le candidat de la Ve République, ont tenu à maintenir les institutions données à la France par le général de Gaulle ».

M. TIXIER-VIGNANCOUR : les rapatriés ont voté pour M. Pompidou.

« L'Alliance républicaine a appris avec une grande satisfaction le résultat du scrutin d'aujourd'hui. Le mouvement enregistre l'important appui qu'il a apporté au président de la République auquel il adresse ses chaleureuses félicitations.

» Il lui demande de pratiquer dans l'avenir la politique d'union et d'ouverture qui a été absolument déterminante pour notre suffrage : je pense notamment aux rapatriés d'Algérie et d'outre-mer et à ceux qui, dans les départements du midi ont, en dépit de consignes inverses, massivement apporté leurs suffrages à M. Georges Pompidou. »

M. JEAN-MARCEL JEANNENEY : une grande homogénéité.

« Ma réaction est d'abord une réaction de joie pour notre pays, en constatant que l'œuvre du général de Gaulle pourra être ainsi continuée : si les résultats avaient été inverses, le travail de dix ans risquait d'être ruiné.

» Je constate en regardant les résultats qu'ils traduisent une grande homogénéité géographique, ce qui est une preuve d'union : c'est en effet toute la France qui a voté Pompidou et c'est très important pour l'œuvre qui reste à accomplir. »

M. JEAN BOZZI : les voies du renouveau.

« En choisissant Georges Pompidou, les Français viennent d'éviter à la nation le retour d'un passé d'humiliations et l'avènement d'une ère d'âpres et médiocres revanches. Mais encore, et surtout, ils ont ouvert toutes grandes devant elles les voies d'un authentique et durable renouveau. »

M. MAURICE PAPON : fidélité et ouverture.

« La victoire de M. Pompidou témoigne de la volonté des Français de la continuité et de l'ouverture. La continuité, c'est la fidélité aux institutions de la Ve République et la fidélité à l'héritage politique et spirituel du général de Gaulle. L'ouverture, c'est le désir d'une majorité cohérente — elle existe — et élargie : elle s'est déjà manifestée au cours de la campagne présidentielle et elle s'affirmera demain au gouvernement et au Parlement autant que le souhaiteraient tous les éléments nationaux attachés à l'avenir de la France. »

M. LUCIEN NEUWIRTH : maintenant, au travail !

« La France a élu son président de la République, Georges Pompidou, avec un pourcentage de voix qu'aurait envié John Kennedy.

» C'est sans ambiguïté que le *corps électoral a manifesté en* toute connaissance de cause son choix de l'homme et sa volonté de voir s'établir une large majorité nationale et de progrès.

» Dès lors, après les mois de confusion que le pays a connus, les responsabilités étant désormais établies, il convient de tourner nos regards vers l'avenir et de dire, chacun étant à son poste : maintenant au travail ! »

M. CHRISTIAN BONNET : continuité, mais non continuation.

« Avec sa vive intelligence, le nouveau président de la République a très certainement perçu qu'à travers les deux scrutins des 27 avril et 15 juin, le pays avait manifesté tour à tour son refus de la continuation et son souci de la continuité.

» Il revient maintenant à M. Georges Pompidou de mettre au point la subtile formule qui conduira, à travers la permanence des institutions, au renouvellement des hommes et au changement des méthodes.

» Ceux qui l'ont élu ont, en votant pour lui, opté pour une certaine conception du rôle du président de la République. Il leur appartient, dans les jours qui viennent, d'être logiques avec eux-mêmes, en laissant à M. Georges Pompidou la plus grande liberté pour exercer les choix et marquer les orientations. »

M. ROBERT POUJADE : un grand bonheur.

« Le succès de Georges Pompidou est d'une netteté indiscutable. Nous nous en réjouissons sans esprit de parti car pour nous l'élection à la présidence de la République est l'occasion où s'exprime de la façon la plus frappante, la volonté nationale, celle où doivent s'effacer les réactions et les pensées partisanes.

» Georges Pompidou est désormais l'élu de toute la nation. Son élection confirme la solidité des institutions de la Ve République, la permanence d'une certaine idée de la France que nous avons toujours, nous gaullistes, défendue. Après le départ du général de Gaulle, que nous avons douloureusement ressenti, l'élection de Georges Pompidou est pour nous, gaullistes, non pas certes une revanche, mais en tout cas un grand bonheur. Elle est surtout heureuse pour la France. »

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING : bravo !

Voici le texte d'un télégramme adressé par M. Valéry Giscard d'Estaing à M. Georges Pompidou :

« Bravo ! Monsieur le président, pour votre magnifique élection, et aussi tous mes vœux pour le succès de votre action au service de la France. Signé : Valéry Giscard d'Estaing. »

M. MICHEL PONIATOWSKI : une nette volonté d'ouverture et de changement.

« Cette élection est d'abord le choix d'un homme. Les Français ont jugé sur les talents et les capacités de M. Pompidou pour assumer les responsabilités de président de la République.

» La fidélité et la continuité se marqueront par la stabilité des institutions, et, dans une large mesure, dans la politique étrangère.

» Il est certain que l'analyse *des votes du référendum et des votes du premier et du second* tour de l'élection présidentielle fait apparaître dans le pays une très nette volonté d'ouverture et de changement. »

M. RAYMOND MONDON : l'appui des centristes et des libéraux.

« Depuis onze ans, la France a manifesté, malgré sa diversité et ses nuances, une continuité dans l'effort de redressement politique, économique, financier, social. C'est la première fois, depuis le début de ce siècle, qu'une majorité se dégage dans le même sens, grâce à l'appui d'un certain nombre de centristes et de libéraux. Elle vient de s'élargir et je me permets d'en manifester ma satisfaction. Je souhaite que sur cette base M. Georges Pompidou, dont nous saluons la victoire avec plaisir, puisse maintenant diriger la France avec le gouvernement et le Parlement dans un esprit de progrès, d'indépendance et de paix. »

● LES COMITES POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE (C.D.R.) « se réjouissent de l'élection de M. Georges Pompidou, candidat de la Ve République. Ainsi se trouvent préservées les institutions pour lesquelles les comités ont lutté en mai 1968 et au cours de la présente campagne présidentielle ».

DANS LES QUOTIDIENS DE PROVINCE

LA DEPECHE DU MIDI : une volonté de changement une fois de plus exprimée.

« La volonté de changement s'est exprimée une fois de plus dans les chiffres, ce qui signifie qu'il serait imprudent d'en faire fi et de persévérer dans les erreurs anciennes pour tout ce qui touche les libertés, les garanties constitutionnelles, l'objectivité de l'information, etc. (...) Le score final commande à tous les citoyens de conserver une réserve qui par ailleurs se justifie par la gravité des problèmes que nous allons retrouver. (...) Problèmes dont la solution sera surveillée de très près par des oppositions qui ont maintenu leur influence et dont l'une fait peser la menace d'une sécession de la classe ouvrière au sein de la société française. »

(JOSEPH BARSALOU.)

SUD-OUEST : si tout recommençait, mais plus médiocrement...

« Si le sectarisme devait s'emparer de la victoire de M. Pompidou pour en faire un triomphe du gaullisme militant ; si le 15 juin devait devenir la réparation de l'injure faite à de Gaulle le 27 avril ; si, en politique intérieure, comme en politique extérieure, tout recommençait comme hier, mais dans un style obligatoirement plus médiocre, alors les conséquences en seraient graves pour un pays coupé en deux. Majoritaire dans les chiffres, M. Pompidou n'est cependant l'élu que de quarante Français sur cent. Cette médiocrité peut inspirer au nouveau président une politique dure aussi bien qu'une politique souple. Nous ne tarderons pas à être fixés. Tout dépendra de l'homme qu'il choisira demain comme premier ministre. »

(HENRI AMOUROUX.)

NORD-MATIN : la responsabilité des dirigeants communistes.

« Travailleurs communistes, nous devrez le règne présidentiel de M. Pompidou à vos dirigeants. Entendons-nous bien : je ne compare pas Georges Pompidou à Adolf Hitler, mais je dis qu'en laissant passer Pompidou en France le 15 juin 1969 comme vous avez laissé passer Hitler en Allemagne dans les années 1930 à 1932, vous, dirigeants communistes, vous avez pris une responsabilité terrible. Nous nous en souviendrons. Et nous vous le rappellerons. Quand vous ferez crier : « Pompidou, des sous ! », l'écho vous répondra : « Pompidou, c'est vous ! »

EN FRANCE

LES COMMENTAIRES DE L'OPPOSITION

Les amis du président du Sénat

LE COMITÉ NATIONAL DE SOUTIEN : constituer une formation politique nouvelle.

« Le Comité national de soutien à la candidature d'Alain Poher remercie vivement tous ceux qui ont aidé et soutenu son action. Grâce à eux, et pour la première fois, en dehors de l'appui ouvert ou tacite de l'extrême gauche communiste et malgré certains ralliements, 42 % des suffrages expriment la volonté d'un changement profond de politique, dans un esprit véritablement démocratique.

» La démonstration est ainsi faite que le choix n'est pas entre le conservatisme et le communisme, car il existe désormais un courant démocratique et social puissant. Ce courant doit se transformer en une force politique véritable qui, face à la majorité actuelle, jouera un rôle efficace et loyal dans l'opposition et constituera à son tour, dans un avenir proche, la majorité dans ce pays.

» Pour cela, le Comité national demande à tous ceux qui l'ont aidé, soit à titre individuel, soit dans les comités départementaux et locaux de soutien, de continuer leur action, de conserver et de renforcer les liens qu'ils ont noués. Il les invite, comme il invite tous ceux qui ont voté pour le président Poher, à faire connaître leur volonté de voir s'affirmer et se constituer en une formation politique nouvelle ce grand courant démocratique et social. »

M. JACQUES MÉDECIN : il ne faut pas diminuer la France en diminuant son président.

« M. Malraux n'aura pas eu raison lorsqu'il disait qu'il ne resterait en France que l'U.D.R. et les communistes.

» Il existe désormais dans le pays une opposition nationale face aux conservateurs, qui s'intitulent continuateurs, comme aux Etats-Unis ou en Grande-Bretagne.

» Je considère qu'il n'est pas honnête de considérer M. Pompidou comme un président au rabais. La France s'est donné un président de la République, il ne faut d'aucune façon diminuer son autorité, car, à partir d'aujourd'hui, il sera le représentant de notre pays dans le monde. On peut ne pas être d'accord avec lui, mais on ne peut en aucune façon diminuer la France en diminuant son président. »

M. RENÉ BILLÈRES : la gauche démocrate doit comprendre cette dure leçon.

« Le candidat gaulliste élu recueille, malgré un important renfort centriste, un nombre de suffrages sensiblement inférieur à celui qu'avait obtenu le général de Gaulle en 1965. D'autre part, Alain Poher réalise un score très honorable, même s'il ne répond pas entièrement à notre espérance. Il a eu raison de se présenter et de se maintenir au second tour. Il a rendu à l'opposition républicaine un service dont l'avenir montrera rapidement toute l'importance.

» La leçon du scrutin s'adresse en particulier à la gauche démocrate. L'élection du président de la République au suffrage universel est maintenant, qu'on le veuille ou non, la clé de voûte de notre système politique. Elle exige des partis puissants, cohérents, organisés et proches du sentiment et des aspirations populaires. »

M. PIERRE ABELIN : une force nouvelle s'est affirmée.

« M. Pompidou a gagné, mais M. Poher n'a pas perdu la partie, car il a préparé l'avenir. En permettant à une force importante de s'affirmer, il groupera autour de lui tous ceux qui, en dehors du parti communiste et de l'U.D.R., désirent un changement.

» M. Poher, par son combat résolu, est le prélude ou l'animateur d'une force nouvelle, cimentée par le suffrage universel, et cette force aura un grand rôle à jouer pendant les mois qui viennent.

» Il est indiscutable que les communistes, non seulement se sont abstenus, mais bien souvent ont aidé au succès relatif de M. Pompidou.

La gauche et l'extrême gauche

LE BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE : un président au rabais.

« La manœuvre réactionnaire qui consistait à forcer les Français et les Françaises à choisir entre deux variantes de la politique de droite est un échec. A l'appel de notre parti, des millions de Français ont refusé leurs suffrages à Pompidou et à Poher.

» Les abstentions et les votes blancs ou nuls passent d'environ 22 % au premier tour à environ 35 %, augmentant massivement dans les localités et régions ouvrières. Cette progression est d'autant plus remarquable que nombre d'abstentionnistes au premier tour ont voté, sur les instances des adversaires de notre parti.

» Certes, la division de la gauche, dont le parti socialiste a pris la responsabilité, a contribué à assurer l'élection d'un réactionnaire, Mais Georges Pompidou, avec environ 37 % des inscrits, est un président au rabais à qui des millions de Français ont dénié le droit de parler en leur nom.

» L'accueil à notre mot d'ordre, dans une situation complexe, témoigne d'une haute conscience politique dans notre peuple. Il souligne la confiance dont jouit le parti communiste français, qui, après avoir été le seul parti à se dresser contre l'avènement du pouvoir personnel, est le seul aujourd'hui à montrer le chemin de la relève démocratique au gaullisme.

» Les millions de travailleurs et de démocrates qui ont répondu à notre appel, et se sont ainsi affirmés pour une démocratie avancée, ouvrant la voie au socialisme, constituent une force considérable ; cette force constitue la base principale de l'action contre la politique économique et sociale rétrograde des grands capitalistes et de leur pouvoir. Autour de cette force, se regroupent tous ceux qui veulent lutter victorieusement contre la domination des puissances d'argent. Autour d'elle se réalisera l'union de la classe ouvrière et de tous les démocrates, indispensable pour ouvrir la voie aux changements réels et profonds qu'exige l'avenir démocratique de la France. »

M. ETIENNE FAJON (P.C.) : c'est le congrès d'Alfortville qui a assuré l'élection.

« Lorsqu'on dit que c'est le P.C. qui a assuré l'élection de M. Pompidou, j'ai beau jeu de répondre que M. Pompidou étant en quelque sorte l'ombre portée du général de Gaulle, personne en France ne connaîtrait même son nom si le général de Gaulle n'était pas arrivé au pouvoir en 1958.

» Si l'on veut savoir ce qui a assuré l'élection de M. Pompidou aujourd'hui, c'est essentiellement le congrès du parti socialiste d'Alfortville, lorsqu'il a refusé toute discussion pour la désignation d'un candidat unique de la gauche. »

M. BALLANGER (P.C.) : rien n'est résolu.

« Nos consignes, dans l'ensemble, ont été suivies. Pour nous, notre bataille continue pour rassembler les forces de gauche et le parti communiste va mettre tout en œuvre pour défendre les intérêts des masses populaires car aucun des grands problèmes qui étaient posés n'a été résolu et nous sommes en face de grandes options. »

M. JACQUES DUCLOS : il s'agit d'unir le peuple qui se sauvera lui-même.

« Ce qui est sûr et certain, c'est que le nouveau président de la République n'est l'élu que d'une minorité de Français. Dans ces conditions-là, il est clair que la formule que nous avions lancée, à savoir l'affaiblissement de son autorité, est déjà réalisée. Ce président ne peut pas prétendre parler au nom de tous les Français.

» Le problème qui était posé avant les élections demeure, et le choix que le peuple français avait à faire a été faussé étant donné qu'il ne s'agissait pas de choisir entre deux politiques différentes.

» Le peuple français retrouvera demain le chemin qui conduit à l'union des forces ouvrières et démocratiques car là est le salut. Il s'agit d'unir le peuple qui se sauvera lui-même. »

M. CLAUDE ESTIER (Convention) : la gauche est meurtrie.

« Nous restons convaincus que seul un candidat unique de la gauche bénéficiant du vaste courant populaire qui avait assuré la victoire du « non » au référendum aurait pu aujourd'hui l'emporter.

» De cette épreuve électorale, la gauche sort sérieusement meurtrie, mais des millions d'hommes et de femmes qui n'ont pas été représentés à ce second tour de scrutin attendent qu'elle retrouve le chemin de son unité. »

M. CHARLES HERNU (Convention) : si j'étais à sa place, je remercierais les congressistes d'Alfortville.

« Pompidou est élu. Si j'étais à sa place, j'enverrais un télégramme à ceux qui se sont réunis au congrès d'Alfortville, car c'est grâce à eux, finalement, qu'il est élu. Ils ont provoqué la division de la gauche. Ils pensaient qu'un candidat centriste ferait mieux l'affaire.

» M. Pompidou est élu. La gauche est divisée. On se rend mieux compte ce soir de ce qu'aurait été la candidature unique de la gauche. »

M. PIERRE MAUROY : l'élection ne change rien aux problèmes.

« Les résultats du deuxième tour de l'élection présidentielle mettent en évidence que le réflexe de défense républicaine auquel nous avions convié les citoyens a été largement partagé.

» M. Poher a non seulement entraîné les suffrages d'électeurs qui s'étaient, au premier tour, portés sur notre candidat Gaston Defferre, mais une fraction très importante de ceux qui avaient voté pour le candidat du parti communiste. Ainsi est-il démontré que la consigne d'abstention n'a pas reçu l'assentiment des citoyens de gauche auxquels elle s'adressait.

» L'élection de M. Georges Pompidou ne change rien aux problèmes qui se posent. Ces problèmes sont d'abord ceux de la crise sociale, économique, monétaire, auxquels le nouveau président de la République n'a proposé aucune solution. »

M. MICHEL ROCARD : le vrai problème de la gauche.

« Ce qui nous paraît important, ce n'est pas de se déterminer après des négociations interminables. C'est, pour l'ensemble du socialisme de ce pays, se déterminer dans un certain nombre d'actions positives. Ce combat passera par les grèves, par des déclarations mais aussi par des manifestations. Il peut en rester là, mais également prendre d'autres formes.

» Nous en aurons d'autres sur le plan de la politique étrangère. Notre souci est de diminuer l'importance des chapelles, des sectes, des organisations, et de donner des objectifs qui doivent être suivis, et communs à tous. On verra bien qui rejoindra. Ce sera le vrai problème de la gauche. »

M. DANIEL MAYER : la gauche doit s'organiser.

« Le pays n'a pas confirmé son verdict du 27 avril. La gauche saura-t-elle mettre à profit le délai supplémentaire que son échec lui accorde pour s'organiser, confronter ses vues particulières, préparer avec son propre avenir celui de la nation ? On veut l'espérer.

» Il ne doit d'ailleurs pas s'agir de masquer des divisions derrière des slogans vides de sens. Mieux vaudra discuter les désaccords pour les aplanir, rapprocher les points de vue et offrir à la jeunesse les grandes options qui, en fournissant des objectifs précis à son action, lui donneront avec l'espérance l'accès à une démocratie réelle. »

Les prises de position des syndicats

M. KRASUCKI (C.G.T.) : la volonté d'un changement profond et véritable.

« Par la faute de ceux qui ont refusé l'union des forces de gauche, chacun savait, depuis deux semaines, que le président de la République élu à ce scrutin ne pouvait qu'être un représentant du patronat et de la réaction.

» Dès lors, le fait important est l'ampleur du mouvement d'opposition exprimé par l'abstention massive de millions de Français qui refusent les solutions réactionnaires quelles qu'elles soient. C'est dans les centres ouvriers que ce mouvement s'est exprimé avec le plus de force. La classe ouvrière représente une force essentielle d'opposition au pouvoir actuel. Par leur vote au premier tour, les travailleurs ont condamné sévèrement les responsables de la division ; par leur abstention ou leur vote nul au second tour, ils ont, par millions, signifié leur refus de toute formule centriste d'alliance d'une partie de la gauche avec la réaction.

» Ils marquent par là leur volonté d'un changement profond et véritable qui ne peut être que l'œuvre de l'union des forces ouvrières et démocratiques pour un programme commun et une politique résolument dirigée contre les monopoles capitalistes.

» En portant dès le départ un coup sévère au président élu par seulement un peu plus d'un tiers du corps électoral, les travailleurs et des millions de démocrates ont renforcé leur position dans la lutte contre la politique antiouvrière qu'il s'apprête à pratiquer. Il faudra compter avec cette force.

» Ainsi que l'a déclaré la commission administrative de la C.G.T. dès le lendemain du premier tour, les organisations syndicales ont à faire face à des responsabilités particulières pour prévenir l'attaque antisociale et surtout pour créer les conditions propices à la discussion des revendications et à l'unité d'action à tous les échelons en vue d'en assurer le succès. Les objectifs qu'elles ont soutenus lors de la conférence de Tilsitt et qui ont motivé la grève du 11 mars subsistent entièrement. Sur cette base, la C.G.T. prendra les initiatives nécessaires en faveur de l'unité d'action intersyndicale et pour organiser efficacement la défense des revendications des travailleurs. »

LA C. F. D. T. : donner le maximum d'ampleur à l'action syndicale.

M. André Jeanson, président de la C.F.D.T., a publié lundi une déclaration dans laquelle on lit :

« Le choix fait par une majorité du corps électoral ne dissipe pas les inquiétudes d'un bon nombre, en particulier des syndicalistes, sur l'avenir de la démocratie dans notre pays, et sur ce terrain-là notre vigilance demeure.

» Bien entendu, nous avons toujours pensé et dit à la C.F.D.T. que, quels que soient les avatars de la vie politique, les meilleures chances qu'ont les travailleurs d'obtenir la satisfaction de leurs revendications et de leurs exigences demeurent dans la permanence de l'action syndicale.

» Cette action, la C.F.D.T. est décidée à lui donner le maximum d'ampleur sur la base des objectifs qu'elle a définis, en particulier en mai-juin 1968, et qu'elle a rappelés dès le lendemain du référendum dans sa déclaration du 29 avril.

» Ces objectifs visent en particulier la démocratisation des moyens d'information, et particulièrement l'O.R.T.F., la totale remise en cause des orientations économiques du pouvoir, le développement prioritaire, d'une part, des revenus les plus faibles et, d'autre part, des équipements collectifs, le développement du pouvoir syndical dans l'entreprise, le retour à la démocratie dans la gestion de la Sécurité sociale, la démocratisation réelle de l'enseignement.

» Si sur ces points le gouvernement qui va être mis prochainement en place venait à reprendre les errements de ses prédécesseurs, il n'est pas douteux que la riposte syndicale serait vigoureuse et intransigeante. »

D'autre part, les remous suscités par la prise de position du bureau confédéral implicitement en faveur de M. Poher ne sont pas apaisés. Outre les fédérations des P.T.T. et de la métallurgie, ainsi que de nombreux dirigeants régionaux (*le Monde* des 15-16 juin), le syndicat C.F.D.T. de l'édition et de la librairie a pris position contre l'attitude de la direction confédérale. « *En désaccord absolu avec la prise de position du bureau confédéral* », ce syndicat affirme que celle-ci ne refléterait pas nécessairement l'opinion des adhérents

LA C.F.T.C. : il estime opportun d'indexer le SMIG sur l'indice des salaires du secteur privé.

« Nous avons pris bonne note des intentions manifestées publiquement par M. Pompidou en matière de politique sociale.

» Nous avons enregistré nettement qu'il estime opportun qu'à l'avenir le SMIG soit indexé sur l'indice général d'évolution des salaires du secteur privé.

» Ainsi les travailleurs les plus défavorisés obtiendront la garantie d'une amélioration progressive de leur pouvoir d'achat en fonction du progrès économique de la nation.

» Nous ferons tout ce qui pourra dépendre de nous pour que cette intention du président de la République se réalise concrètement. »

M. MALTERRE (C.G.C.) : le nouveau budget doit refléter les engagements pris.

« Le nouveau président de la République et le futur gouvernement auront une tâche difficile à remplir.

» La Confédération générale des cadres, soucieuse de l'intérêt du pays, excluant toute démagogie, attend que soient tenus les engagements pris à son égard. Ces engagements concernent les grandes orientations :

» — Rôle des organisations syndicales et professionnelles dans l'élaboration de la politique économique ;

» — Réalisation de l'unité européenne ;

» — Société ouverte à la concertation et respectueuse des libertés fondamentales, y compris les libertés syndicales.

» Le nouveau budget, premier acte du gouvernement dans les conditions économiques et sociales actuelles, devra comporter des économies importantes et les allégements promis en matière d'impôt sur les revenus des personnes physiques, pour sauvegarder la paix sociale et coopérer, en conséquence, à la défense indispensable de la monnaie. »

M. PIERRE BELLON (Jeunes Dirigeants d'entreprise) : il faudra reprendre les dossiers des réformes.

« Du nouveau président de la République, nous attendons d'une part qu'il prenne très rapidement les mesures qui s'imposent dans une conjoncture où la machine économique commence à s'emballer, avec les risques d'inflation que cela comporte, d'autre part qu'il reprenne sans tarder les dossiers des réformes dont notre pays a besoin pour devenir une grande nation industrielle dans le cadre de l'Europe.

» — D'abord le dossier de la régionalisation, qui n'a rien perdu de son actualité et reste une réforme fondamentale, si l'on veut accroître l'efficacité de notre pays.

» — Mais aussi le dossier essentiel de la politique industrielle, où il s'agit de pratiquer, avec le concours de partenaires sociaux, les grands choix qui vont guider le développement de notre industrie. (...)

» — Enfin, il faudra reprendre le dossier de la participation, non pas une participation imposée, mais une participation négociée entre les partenaires sociaux. Elle devra conduire à se demander, de façon très pragmatique, comment dans l'entreprise, notamment, il est possible de faire accéder chacun des hommes à plus de responsabilités. »

M. ANDRÉ BERGERON (F.O.) : ni complaisance ni opposition systématique.

« Sans doute allons-nous demander audience à M. Pompidou et au nouveau premier ministre dès qu'il sera désigné. Nous irons leur dire en particulier notre volonté de voir répondre à ce que nous croyons être la préoccupation majeure des travailleurs, une profonde aspiration à la sécurité, qu'il s'agisse des problèmes de l'enseignement, de l'emploi, des salaires et des retraites.

» M. Pompidou et le nouveau gouvernement devront totalement modifier les méthodes que nous connaissons depuis plus de dix ans. Ils auront pu constater où mènent les solutions élaborées dans le secret des cabinets ministériels. M. Pompidou a souvent déclaré vouloir tenir compte des leçons du passé. Nous le souhaitons.

» En tout cas, comme toujours, la confédération Force ouvrière ne s'enfermera pas dans des positions négatives. Elle se comportera sans démagogie mais aussi sans faiblesse. Son attitude ne sera ni complaisance ni opposition systématique. Ce sera celle d'un syndicalisme sérieux, libre et indépendant, conscient de ses responsabilités et de sa mission. »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

LA NATION : le mérite d'une vaste partie du peuple.

« La France vient de remporter une victoire et nul, à l'étranger, n'en doute.

» Mais grâce à qui a-t-elle été remportée ? D'abord grâce à de Gaulle. Parce que ce sont les institutions qu'il a introduites, les idées qu'il a émises qui sont parvenues — les unes soutenant les autres — à susciter enfin une adhésion nationale assez large pour que les idéologies qui nous divisaient ne nous divisent plus au point qu'il n'y ait jamais de courant vraiment majoritaire dans ce pays. (...)

» Ensuite, évidemment, grâce à Georges Pompidou lui-même, qui a fait face à une situation difficile avec une conviction qui n'aura eu d'égale que l'intelligence avec laquelle il la prit aussitôt à bras-le-corps. Car le trouble s'était emparé de certains gaullistes et ce ne fut pas rien de l'effacer comme il y est parvenu, en démontrant jour après jour sa fidélité à la pensée gaullienne en même temps que sa volonté de l'adapter aux circonstances.

» Mais l'ultime mérite de cette victoire revient en définitive à cette vaste partie du peuple qui, composée des couches sociales les plus diverses, a encore une fois pesé sérieusement le pour et le contre, comme elle l'avait fait, il faut bien le reconnaître, au moment du référendum et qui a décidé qu'un seul homme conciliait avec mesure et avec intelligence l'intérêt du pays — qui comptait — et les intérêts des êtres — qui ne comptaient pas moins. (...) »

(JACQUES DE MONTALAIS.)

L'AURORE : le maintien de M. Poher se trouve justifié.

« Puisque son concurrent malheureux lui a sportivement télégraphié ses félicitations, pourquoi ne pas ajouter — nous qui ne souhaitons pas le chaos — l'espoir que le nouveau président saura faire face aux très lourdes difficultés économiques, monétaires, diplomatiques et autres, léguées par le précédent règne ?

» On ne lui demandera pas de tenir, intégralement, ses promesses électorales. Voilà qui l'entraînerait, dans tous les domaines, loin au-delà des limites du possible.

» Du moins, l'attendra-t-on au style que, par ses premiers actes, il donnera à sa présidence.

» Le maintien courageux de M. Poher au ballottage s'est amplement justifié par le résultat très honorable qu'il a obtenu — compte tenu des conditions de l'affrontement. (...) La démonstration a été faite de l'existence de près de huit millions de Françaises et de Français confiants dans l'ordre et le progrès démocratique, qui n'acceptent ni le régime de Brejnev ni celui du bon plaisir.

» On a même pu constater que la fameuse consigne communiste d'abstention n'a été que partiellement suivie.

» Près de huit millions d'électeurs ont rejeté à la fois et la dictature communiste et le pouvoir personnel. (...) »

(ANDRÉ GUÉRIN.)

L'HUMANITÉ : Monsieur Tiers.

« Le successeur du général de Gaulle n'est en fait l'élu que d'un peu plus du tiers des électeurs inscrits. C'est M. Thiers (ou M. Tiers) en quelque sorte. (...) Sans doute les admirateurs de la démocratie des milliardaires nous objecteront-ils qu'aux Etats-Unis M. Kennedy n'avait pas été élu avec un pourcentage très supérieur. Mais cela ne change rien au fait que M. Pompidou apparaît comme « un président au rabais », dont près des deux tiers des Français ne veulent pas. (...)

» L'appel du parti communiste à l'abstention active a été compris et suivi. Il n'est que de voir les pourcentages d'abstention considérables dans la banlieue parisienne et plus généralement dans les municipalités ouvrières. Ce n'était pourtant pas là une chose simple. Comme au premier tour, la tentation de « voter utile » ou de « voter contre Pompidou » pouvait amener — a amené — une fraction de l'électorat de gauche à égarer ses voix et à voter pour l'autre candidat de la droite. Hier, en effet, les cartes étaient truquées. La gauche, bien qu'elle représente près de la moitié du corps électoral, n'était pas présente au deuxième tour de scrutin, ce qui devrait suffire à condamner le mode d'élection du président de la République. (...)

» Avec M. Pompidou à la présidence de la République, la Banque reste à la barre. (...) Mais les mêmes causes produisant les mêmes effets, la politique de M. Pompidou se heurtera demain à la protestation des travailleurs. (...) »

(RENÉ ANDRIEU.)

LES ECHOS : plus qu'un héritier, un successeur.

« Le nouveau président de la République est plus qu'un héritier : il est un successeur qui ajoute à l'héritage son propre capital moral et politique. (...) C'est le président de la République de l'ouverture et de l'élargissement qui prend désormais en main les destinées de la nation.

» Il les assume en étant bien élu malgré la division du centre et surtout malgré la consigne d'abstention du parti communiste.

LA « RENCONTRE NATIONALE DES SOCIALISTES » AURA LIEU DIMANCHE PROCHAIN.

La Rencontre nationale des socialistes, organisée par le comité national pour « un nouveau parti socialiste à partir de la base », aura lieu le dimanche 22 juin à partir de 9 heures, salle des fêtes de Bagneux, rue Charles-Michel, 92-Bagneux.

Le comité national annonce qu'il a reçu l'adhésion de fédérations et de sections du nouveau parti socialiste, de la Convention des institutions républicaines, de l'union des groupes de clubs socialistes et du CERES, représentant soixante départements.